

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La Compensation et le Compte=courant

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 19 juin, 1920, à 5 heures,

PAR

JEAN NICOLAESCO

Président : M. PIÉDELIÈVRE.

*Suffragants : } MM. WAHL, professeur.
HEIMARD, agrégé.*

PARIS

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & C^{ie}

19, RUE CUJAS ET RUE VICTOR-COUSIN, 10

1920

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La Compensation

et le

Compte=courant

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 19 Juin, 1920, à 5 heures,



PAR

JEAN NICOLAESCO

Président : M PIÉDELIÈVRE.

Suffragants : { MM. WAHL, *professeur.*
HEIMARD, *agrégé.*

PARIS

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & C^{ie}

19, RUE CUJAS ET RUE VICTOR-COUSIN, 10

1920

LA COMPENSATION

ET LE

COMPTE-COURANT

INTRODUCTION

On a souvent fait remarquer la tendance, doctrinale et jurisprudentielle, à l'unification du droit privé, et, spécialement, la tendance du droit civil à fusionner avec le droit commercial.

Cette loi d'expansion des institutions commerciales sur le domaine du droit civil, offre de multiples manifestations.

Qu'il nous suffise de donner ici quelques exemples. En raison de la commodité des formes commerciales, beaucoup d'entreprises, civiles par leur objet, telles que les sociétés de mines et les sociétés immobilières, ont eu recours à la forme de la société par actions, au lieu de se constituer sur le type de la société civile

pure et simple. La loi du 1^{er} Aout 1893 a décidé que ces sociétés seraient commerciales et soumises aux lois et usages du commerce. Un phénomène du même ordre s'est produit pour l'endossement. La clause à ordre a de si grands avantages qu'on l'a insérée dans les titres civils. Dans les contrats d'assurance sur la vie, l'usage d'une telle clause donne à l'assuré le droit de transporter le bénéfice de la somme assurée sur une simple inscription du cessionnaire sur la police. D'autres applications de la clause à ordre ont été faites dans les actes notariés ainsi que dans les actes sous seing privé. Il est convenu que la créance se transmettra moyennant la mention de l'acquéreur sur la grosse qui circulera ainsi de main en main. Il y a là un mode de transmission beaucoup plus souple que celui qui résulte des règles du code civil sur la cession de créance (1). D'autre part, la clause au porteur est devenue usuelle, surtout pour les titres de placement à long terme, mais aussi pour les titres civils (2).

La validité de l'insertion d'une clause à ordre ou au porteur dans les titres civils n'est contestée ni en doctrine ni en jurisprudence.

L'opinion générale est même en faveur d'une assimilation de cet endossement à celui des effets de com-

(1) de BRAY : de la clause à ordre 1892.

DAUX : de la clause à ordre dans les créances civiles 1897.

THALLIER : nature juridique du titre de crédit n° 103 et suivants.

(2) RIPERT : Annales de droit commercial 104, page 44 à propos d'un arrêt de la Cour de Cassation du 23 novembre 1903.

merce, sauf certains tempéraments que nous n'avons pas à préciser ici.

Un remarquable exemple de cette tendance à l'unification du droit civil et du droit commercial nous est fourni par l'extension à la compensation du droit civil de l'idée de compensation telle qu'elle fonctionne dans le compte courant.

Comment et sous quelles formes la jurisprudence a-t-elle réalisé cette extension ? Dans quelle mesure cette généralisation est-elle légitime ? C'est ce que nous nous proposons de rechercher dans cette étude.

Notre premier soin doit être de déterminer les caractères de la compensation légale, tels qu'ils sont fixés par le code civil, et, d'autre part, les caractères de compensation dans le compte courant.

Après ce rapprochement indispensable, nous aborderons l'analyse de la jurisprudence relative à cette matière et nous verrons comment l'extension dont il s'agit a été faite dans les domaines les plus divers du droit civil.

CHAPITRE PREMIER

CARACTERES DE LA COMPENSATION LEGALE

La loi 1 Digeste De Compensationibus XVI, 2, donne de la compensation la définition suivante empruntée à Modestin : *Compensatio est debiti et crediti inter se contributio*. C'est la balance établie entre deux dettes qui se soldent mutuellement jusqu'à concurrence de la plus faible. La compensation se justifie par un motif d'équité et par un intérêt évident de simplification. A quoi bon imposer aux parties les embarras et les frais d'un double paiement qui, une fois fait, les laisserait dans la même situation que si elles n'avaient payé ni l'une ni l'autre ?

La compensation s'opère facultativement, judiciairement ou légalement.

La compensation légale dont nous avons seulement à nous occuper, fait l'objet des articles 1289 et suivants.

Les conditions et les effets de cette compensation tiennent tous dans cette idée générale : dès l'instant, qu'il existe deux dettes réciproques fongibles, exigibles et liquides, elles s'éteignent, par la seule force de la loi, jusqu'à concurrence de la plus faible.

C'est ce qu'il nous faut préciser.

CONDITIONS

Cinq conditions doivent être réunies pour que la compensation légale s'opère : 1° la réciprocité des obligations ; 2° la fongibilité de leurs objets ; 3° l'état liquide des deux dettes ; 4° l'exigibilité de la créance opposée en compensation ; 5° la saisissabilité du droit éteint par la compensation.

La condition de réciprocité des obligations n'est pas exprimée par l'article 1291, mais elle résulte de la définition même de la compensation. Cette condition fait défaut lorsque l'une des deux dettes est née postérieurement à la cession de la première, si cette cession est devenue définitive par l'accomplissement des formalités de l'article 1690 ; alors la créance cédée ne figurait plus dans le patrimoine du cédant, au moment où la seconde créance est née ; la compensation est donc impossible. Il n'y aurait pas non plus réciprocité, si une personne, débitrice d'une société douée de personnalité, était créancière de l'un des associés ; la personne devant quelque chose, c'est-à-dire l'associé considéré individuellement, ne serait pas la même que celle à qui elle doit, c'est-à-dire la société, personne morale.

En second lieu, la compensation ne peut avoir lieu qu'entre deux dettes ayant également pour objet une somme d'argent ou une certaine quantité de choses fongibles de la même espèce. La raison de la condition de fongibilité est facile à comprendre. La compensa-

tion consiste à annuler deux dettes dans la mesure où elles se font mutuellement équilibre, en les supposant mises dans les deux plateaux d'une même balance (pensare cum). Or cela suppose que les deux dettes ont une commune mesure, ce qui arrive seulement lorsqu'elles ont pour objet des choses fongibles de la même espèce. A cette considération on doit ajouter avec Pothier que « la compensation, étant un paiement réciproque que se font les deux parties, un créancier ne peut être obligé de recevoir en compensation autre chose que ce qu'il serait obligé de recevoir en paiement » (1). Cependant la règle de la fongibilité, telle que nous venons de la définir, souffre une exception que n'admettait pas Pothier et qui est formulée en ces termes par l'article 1294 al. 2 : « Les prestations en grains ou denrées, non contestées, et dont le prix est réglé par les mercuriales, peuvent se compenser avec des sommes liquides et exigibles ». Les rédacteurs du code civil ont pensé que, grâce aux renseignements des mercuriales, rien n'était plus facile que de convertir mentalement une dette de denrées en argent ou une dette d'argent en denrées, et de donner ainsi une commune mesure à deux dettes dont l'une a pour objet des denrées et l'autre de l'argent. Mais il arrivera ainsi que le créancier des denrées recevra de l'argent en paiement, et le créancier de l'argent, des denrées. Aussi est-il permis de considérer

(1) POTHIER : Obligations n° 624.

comme contestable le mérite de cette exception.

La troisième condition de la compensation est la liquidité. Une dette est liquide quand son objet est déterminé : *quum certum est an et quantum debeatur*, c'est-à-dire lorsqu'elle est certaine quant à son existence et déterminée quant à sa quotité. Ainsi une dette contractée sous une condition suspensive n'est pas certaine quant à son existence. Il en est de même d'une dette contestée. D'autre part une dette n'est pas déterminée quant à sa quotité, lorsque la fixation de son quantum dépend d'un règlement de compte ou d'une estimation : ainsi en est-il d'un reliquat d'un compte de tutelle non encore apuré ou des créances contre un failli qui sont réduites à un dividende dont le montant sera fixé après la réalisation de l'actif.

L'exigibilité consiste en ce que le débiteur poursuivi a le droit, comme créancier, d'exiger lui-même actuellement le paiement de ce qui lui est dû. On ne peut donc faire entrer en compensation une dette naturelle, ni une dette prescrite, ni une dette dépendant d'une condition suspensive non encore réalisée. Une dette à terme ne peut pas non plus être opposée actuellement en compensation. « *Quod in diem debetur non compensabitur antequam dies veniat* ». (L. Digeste de compensationibus). Néanmoins le terme de grâce n'est point un obstacle à la compensation, dit l'article 1292. En effet le terme de grâce est accordé par la justice au débiteur qui se trouve hors d'état d'acquiescer immédiatement sa dette, parce qu'il n'a pas

d'actif réalisable sur le champ ; or, s'il a lui-même une créance à faire valoir contre son créancier, il a un moyen très simple de se libérer de sa dette, c'est de subir la compensation pour ce qui lui est dû à lui-même ; alors le terme de grâce perd sa raison d'être.

Les dettes non encore échues d'un débiteur failli sont rendues immédiatement exigibles sur le jugement déclaratif de faillite (art. 444 c. commerce). Mais cette exigibilité, qui a principalement pour but de faciliter la liquidation de la faillite, n'équivaut pas, au point de vue de la compensation, à celle qui résulterait de l'échéance du terme ; elle ne rend pas compensable une dette du failli qui ne l'était pas encore. Bien plus, la compensation ne pourra plus désormais se produire lorsque l'échéance du terme arrivera ; la raison en est que le jugement déclaratif de faillite fixe irrévocablement le sort de tous les créanciers du failli et fait obstacle à ce que l'on soit payé au détriment des autres ; ce résultat ne peut pas plus être obtenu par voie de compensation que par voie de paiement. Au contraire l'exigibilité résultant de la déconfiture du débiteur ou de la diminution des sûretés qu'il avait données par contrat à son créancier (art. 1188) rend la dette compensable.

Enfin la dernière condition de la compensation est la saisissabilité. Certaines créances considérées comme valeurs actives d'un patrimoine, sont insaisissables ; il en est ainsi notamment, de la plupart des pensions alimentaires. La compensation n'étant qu'un procédé

abrége de paiement, n'est pas possible contre les droits qui considérés comme valeurs actives, sont insaisissables et ne peuvent pas servir à payer les créanciers. Bien que la loi ne formule pas expressément la condition de saisissabilité, elle la suppose dans l'article 1293 3° en exceptant de la compensation les aliments déclarés insaisissables.

Aucune autre condition n'est requise pour la compensation légale. La compensation se produirait alors même que l'une des parties serait incapable de payer ou que les dettes seraient payables en des lieux différents.

D'autre part, l'article 1293, alinéa 4, dispose que la compensation a lieu quelques soient les causes de l'une ou de l'autre des dettes. Mais le texte apporte à ce principe trois exceptions : « excepté dans les cas :

1° de la demande en restitution d'une chose dont le propriétaire a été injustement dépouillé ;

2° de la demande en restitution d'un dépôt et du prêt à usage ;

3° d'une dette qui a pour cause des aliments déclarés insaisissables. »

La troisième exception a été examinée à propos de la condition de saisissabilité. La première relative à la restitution d'une chose dont le propriétaire a été injustement dépouillé, est une application de la règle « *Spoliatus ante omnia restituitur* ». Si la compensation avait été ici admise, elle aurait consacré une mau-

vaise action. En vertu de la seconde exception, le dépositaire ou le commodataire, auquel la restitution est demandée, ne peut pas y échapper en invoquant la compensation de ce que lui doit le déposant ou le prêteur. Ajoutons que la loi du 12 janvier 1895, article 4, défend d'opposer en compensation à l'ouvrier qui réclame le paiement de son salaire les sommes qu'il peut devoir à son patron fournitures diverses, sauf quelques fournitures d'outils ou de matériaux dans certaines conditions indiquées. Le salaire doit être payé en argent. Cette règle fait partie d'un ensemble de mesures de protection de l'ouvrier.

EFFETS

Aux termes de l'article 1290 : « la compensation s'opère de plein droit par la seule force de la loi, même à l'insu des débiteurs ; les deux dettes s'éteignent réciproquement, à l'instant où elles se trouvent exister à la fois, jusqu'à concurrence de leurs quotités respectives. »

Ces derniers mots ne sont pas tout-à-fait exacts ; il eut mieux valu dire : jusqu'à concurrence de la plus faible des deux dettes. A part cette correction, la disposition de l'article 1290 est très claire. La compensation s'opère par la seule force de la loi ; elle n'a besoin ni d'être voulue ni d'être connue des parties ; elle s'opère même à leur insu.

Pour que la compensation ait lieu, il n'est donc pas

nécessaire qu'elle soit demandée judiciairement. Il est vrai que celui auquel on réclame en justice le paiement d'une dette éteinte par la compensation, est obligé, s'il veut échapper à une condamnation, d'opposer la compensation, c'est-à-dire de l'invoquer en signalant au juge l'existence de la créance qui a opéré la compensation. Autrement le juge condamnerait le défendeur à payer, soit parce qu'il ignore l'existence de la compensation, soit parce qu'il n'a pas le droit de suppléer ce moyen d'office. Mais cela ne veut pas dire que le juge prononcera la compensation, il constatera seulement son existence : il déclarera que la dette ayant été éteinte de plein droit à partir du moment où les conditions prescrites par la loi se sont trouvées réunies, le demandeur est mal fondé dans sa réclamation. Le défendeur serait dans une situation semblable s'il se prétendait libéré par un paiement; il faudrait bien qu'il oppose le paiement et qu'il le prouve sans quoi le juge donnerait gain de cause au demandeur; cependant il est certain que le paiement libère le débiteur de plein droit.

Au système français s'oppose le système allemand. D'après le code civil allemand, les deux dettes compensables ne s'éteignent pas de plein droit et à l'insu des parties, parce que la compensation vaut paiement et qu'il ne peut y avoir de paiement sans la volonté et à l'insu de celui qui paie. En conséquence, la compensation s'opère sur une déclaration adressée par l'une des parties à l'autre (article 388 du code civil alle-

mand.) Cette déclaration unilatérale peut se produire avant toute poursuite, et, par suite, ce n'est pas un retour pur et simple à l'ancienne exception de dol de la procédure romaine. Sauf cette formalité, qui suppose l'intervention de la volonté de l'une des parties, la compensation allemande ressemble à la nôtre, car les deux dettes sont réputées éteintes depuis le moment où elles ont été compensables (article 389 du code civil allemand). Il y a donc une rétroactivité attachée à la déclaration de la partie, qui en reporte fictivement les effets à l'époque où ils se produisent réellement d'après la loi française (1).

On a beaucoup disserté sur l'origine du système français de la compensation de plein droit. On considère que cette origine est une fausse interprétation d'un texte romain (2). En effet, la compensation fut introduite dans la procédure romaine au moyen de l'exception de dol. D'après le rescrit de Marc-Aurèle, elle fonctionnait *exceptionis ope*. Justinien décida qu'elle aurait lieu *ipso jure*. Quel est le sens de cette dernière formule, reproduite aux Institutes, au Digeste et au Code. De nombreux auteurs anciens, tels que Cujas, Domat et Pothier ont estimé que Justinien avait voulu rendre la compensation légale, et que l'extinction des deux dettes s'opérait par le seul effet de la

(1) cf. SALEILLES : Théorie de l'obligation n° 55-60.

PLANIOL : Tome 2, n° 589.

(2) PLANIOL, *op. cit.*, n° 590.

loi, sans la volonté et à l'insu même des parties. C'est cette interprétation longtemps dominante, qui nous a donné la compensation de plein droit, établie par l'article 1290. Aujourd'hui, une étude attentive des textes a montré que dans le système de Justinien, la compensation ne s'opérait pas de plein droit, mais qu'elle devait être opposée par le débiteur. La signification des mots « ipso jure » dans les compilations justiniennes a donné naissance à de nombreux systèmes dont nous laisserons la discussion aux romanistes (1).

Il nous importe peu, d'ailleurs, que le système français repose sur une fausse interprétation du droit romain. Nous vivons sous l'empire de l'article 1290 qui a posé le principe de la compensation de plein droit.

Puisque la compensation a lieu par le seul effet de la loi et qu'elle tient lieu de paiement, il faut en déduire les conséquences suivantes.

En premier lieu, la compensation s'opère même à l'insu des parties, donc sans manifestation de volonté semblable à celle qui est requise dans le système allemand. Il importe peu, par conséquent que ceux entre lesquels elle doit s'opérer soient capables ou incapables.

En second lieu, les intérêts des créances éteintes par la compensation cessent immédiatement de courrir.

En troisième lieu les accessoires de ces créances pri-

(1) cf. APPLETON : Histoire de la compensation en droit romain, p. 428-482.

vilégiées, hypothèques, cautionnements, sont éteints.

Enfin la prescription qui courait avant la compensation ne peut plus s'accomplir une fois la compensation opérée.

La caution peut opposer la compensation de ce que le créancier doit au débiteur principal, mais le débiteur principal ne peut opposer la compensation de ce que le créancier doit à la caution (art. 1294). Pareillement, le débiteur solidaire ne peut opposer la compensation de ce que le créancier doit à son codébiteur (art. 1294).

D'ailleurs le respect dû aux droits acquis à des tiers a fait admettre une importante limitation à l'effet absolu de la compensation. Au termes de l'article 1298 « La compensation n'a pas lieu au préjudice des droits acquis à un tiers ». Et le texte donne aussitôt une application de cette idée : « Ainsi celui qui, étant débiteur, est devenu créancier depuis la saisie-arrêt faite par un tiers entre ses mains, ne peut, au préjudice du saisissant, opposer la compensation. » La saisie-arrêt a fait acquérir au saisissant, qui est un tiers, un droit sur la créance saisie, droit auquel il ne peut pas plus être porté atteinte par une compensation que par un paiement. Le principe d'après lequel la compensation n'a pas lieu au préjudice des droits acquis à des tiers, présente d'autres applications : notamment le débiteur d'une créance ne peut pas opposer au cessionnaire de cette créance la compensation des créances qui ont pris naissance à son profit contre le

cédant postérieurement à la signification du transport.

Indiquons enfin qu'on peut renoncer d'avance au droit de se prévaloir de la compensation légale et qu'on peut aussi renoncer à la compensation acquise, soit expressément, soit tacitement.

Telles sont les seules restrictions au principe que la compensation éteint la dette de plein droit et à l'égard de tiers.

CHAPITRE DEUXIEME

CARACTERES DE LA COMPENSATION DANS LE COMPTE COURANT

Il y a compte courant lorsque deux correspondants conviennent de faire masse de toutes celles de leurs opérations qui porteront sur des valeurs ou sur de l'argent (sauf les opérations qu'ils en exceptent ou excepteront), de les rendre connexes et de les bloquer dans un tout qui se soldera à une époque déterminée (1).

Le compte courant est simple lorsque une seule des parties consent à faire des avances à l'autre. Telle est l'hypothèse dans laquelle un banquier reçoit des sommes en dépôt, sans s'engager à lui remettre des sommes à découvert. Le compte courant est réciproque lorsque chacun des correspondants accepte d'être, suivant les vicissitudes, soit créancier, soit débiteur. Simple ou réciproque, le compte courant est toujours synallagmatique, en ce sens que chacune des parties a la

(1) THALLER : Traité de droit commercial n° 1662, v. aussi : LYON-CAEN & RENAULT 4^e ed. t. 4, n° 784. BOISTEL théorie jur. du compte-courant 1883. CLEMENT : Etude sur le compte-courant 1883.

possibilité de faire des remises à l'autre. La réciprocité des remises est la condition essentielle de l'existence d'un compte courant (1).

La matière du compte courant n'a pas fait l'objet d'une réglementation spéciale dans notre législation.

Il y est seulement fait allusion dans l'article 33 de la loi du 24 germinal an 11, relative à la Banque de France, et dans l'article 575 du code de commerce. C'est dans les usages du commerce et dans les décisions de la jurisprudence qu'il faut puiser les éléments d'une théorie du compte courant.

On a soutenu autrefois que le compte courant n'était que le tableau de la situation de deux personnes en rapport d'affaires, qu'un cadre de comptabilité. Mais cette opinion est abandonnée. S'il est vrai, en effet, qu'un compte courant implique une comptabilité spéciale, un compte présenté dans la forme d'un compte courant n'en produit pas nécessairement les effets, si les éléments juridiques du compte courant ne se trouvent pas réunis (2).

On admet aujourd'hui que le compte courant est un véritable contrat. On discute seulement sur la nature de ce contrat. Certains auteurs le considèrent comme un contrat de prêt réciproque; d'autres y voient un composé du prêt, du mandat, du dépôt et de la cession. L'opinion qui prévaut en jurisprudence, et qui a rallié

(1) Cassation 2 juillet 1890 D. 91.1.377, note Wahl.

(2) Paris, 2 août 1900. — Sirey, 1903-2-289.

la majorité de la doctrine, consiste à dire que le compte courant forme une convention sui generis, ayant sa cause en elle-même, ne puisant pas ses effets dans les conventions multiples qui y sont inscrites. Les individus peuvent créer une convention à leur volonté, même en dehors des énumérations du Code, pourvu que cette convention ne lèse pas l'ordre public. Or l'ordre public n'est pas contrarié par la pratique du compte-courant.

A mesure qu'une créance entre dans le compte, elle disparaît pour devenir article de crédit et pour concourir au solde éventuel.

La pratique, quoi qu'un peu rudimentaire, du compte courant en banque devait déjà être suivie à Rome ; car, au témoignage de Gaius, avant que la compensation ne se fut généralisée, le banquier était tenu, dans ses réclamations à un client, de faire lui-même la balance et de ne demander que le solde de leurs opérations réciproques : *compensatio argentarii* (1). Mais c'est surtout dans une autre partie des contrats, et à des fins toutes différentes, qu'elle a fonctionné, chez les Romains, une institution procédant de la même conception. Lorsque deux citoyens avaient des créances litigieuses, nées de causes variables, ils transigeaient et ramassaient toutes ces créances dans une stipulation destinée à les noyer : c'était la stipulation *aqui-*

(1) Gaius Commentaire 4 § 64, voir : Appleton : Histoire de la compensation en droit romain, page 93 et suivantes. Girard : Manuel, page 699.

lienne (1). A partir du moment où cette stipulation avait lieu, tous les droits préexistants disparaissaient pour se transformer en une créance unique, indivisible, née de la convention verbis.

Telle est la nature du compte-courant. Ses effets, déterminés par les idées générales précédentes, doivent être étudiés sous deux aspects :

- 1° Effets du compte-courant pendant sa durée.
- 2° Effets de la clôture de ce compte.

EFFETS DU COMPTE-COURANT PENDANT SA DUREE

Nombreux et variés sont les effets du compte-courant pendant qu'il est en cours. On peut les distinguer en quatre principaux auxquels les autres viennent se rattacher accessoirement :

- 1° le transport de propriété, au profit du récepteur, de toutes les valeurs qui entrent dans le compte ;
- 2° la novation des créances passées en compte-courant ;
- 3° la confusion de tous les articles du compte dans un ensemble indivisible ;
- 4° la production des intérêts de plein droit au profit du remettant.

Nous allons analyser brièvement chacun de ces effets.

(1) ACCARIAS : Droit romain 11, n° 707 et suivants
THOLLER, op. cit. n° 1665.

La transmission de la propriété des remises au récepteur est un élément essentiel du compte-courant. Le récepteur devenu propriétaire des remises, a le droit d'en disposer à son profit. En cas de perte de la remise, les risques sont pour le récepteur. De plus, par l'effet de la translation de la propriété, la remise se transforme en un article de débit pour le récepteur et, corrélativement, en un article de crédit pour le remettant.

En outre, l'un des traits plus remarquables de compte-courant est son effet « novatoire ».

Les remises faites par chacun des correspondants, une fois entrées en compte-courant, perdent leur caractère primitif, et ne constituent désormais que des articles de crédit et de débit du compte. C'est le compte-courant qui est désormais le titre des parties, et, par suite, les créances qui y sont portées sont frappées de novation.

Mais cette novation ne s'opère pas nécessairement. Les parties peuvent manifester l'intention de laisser subsister tout en les faisant figurer dans le compte-courant, certaines créances avec les garanties qui y sont attachées (1).

Comme la novation ordinaire, la novation par compte-courant ne peut s'opérer qu'autant que la créance à laquelle elle s'applique est susceptible d'être poursuivie en justice. La jurisprudence a décidé, rela-

(1) Voir requêtes 16 mars 1857. Dalloz 1857-1-347.

tivement aux dettes nées de marchés à terme avant la loi du 28 mars 1885, que l'inscription d'une dette de jeu dans un compte-courant n'empêche pas le perdant d'opposer l'exception de jeu (1).

La novation qui résulte de l'inscription au compte-courant produit les effets ordinaires déterminés par le Code civil. Notamment les garanties attachées à la créance primitive (hypothèque, cautionnement, privilège ou action résolutoire du vendeur) disparaissent et la créance n'a plus d'autres garanties que celles qui ont pu être stipulées pour le paiement du solde du compte ; les créances entrées dans le compte ne sont plus soumises à la prescription spéciale qui leur était antérieurement applicable, elles ne peuvent plus s'éteindre que par la prescription trentenaire qui s'appliquera au solde définitif.

Un troisième groupe d'effets du compte-courant se rattachent à son « indivisibilité ».

Par leur inscription au compte-courant, les remises perdent leur individualité et ne forment plus désormais que les éléments inséparables d'un compte, dont elles servent à constituer le solde, qui seul pourra être exigé lors de la clôture du compte.

Cette indivisibilité entraîne les conséquences suivantes : les correspondants ne peuvent poursuivre en justice le paiement isolé d'un article du compte. Les

(1) Req. 5 juillet 1876 D. 77-1-264. Req. 24 juin 1885 D. 86-1-35, Alger 28 juin 1887 & Cass. Civ. 6 nov. 1888 D. 89-1-145.

créanciers des correspondants, n'ayant pas plus de droits que les correspondants eux-mêmes, ne peuvent opérer une saisie arrêt, soit pour arrêter le cours des opérations convenues entre les correspondants, soit pour détourner les valeurs respectivement engagées de la destination qui leur a été assignée par les conventions ; ils ne peuvent exercer leur droit que sur le solde définitif qui pourra revenir à leur débiteur. D'autre part les articles du compte ne pouvant faire l'objet d'un paiement puisqu'il n'y a pas de dettes jusqu'à la clôture du compte, les remises faites en compte-courant ne peuvent être considérées comme des paiements ; en conséquence, les règles du Code civil sur l'imputation des paiements ne peuvent recevoir leur application. Il n'y a pas lieu davantage à l'application des règles sur la compensation, qui n'est qu'un paiement fictif (1). Sans doute l'article 575 c. com. emploie l'expression « compensé en compte-courant » mais ces mots visent une hypothèse spéciale qui sera examinée dans un instant. L'application des règles de la compensation est reculée jusqu'à la clôture du compte (2). Les remises en compte-courant, ne constituant, ni des paiements, ni des dations en paiement, ne tombent pas sous l'application de l'article

(1) Cass. civ. 22 avril 1884 D. 85-1-230.

Cass. civ. 16 mars 1892 D. 92-1-232.

Cass. civ. 4 juillet 1894 D. 95-1-109.

Cass. req. 26 décembre 1906 D. 1911-1-63.

(2) Lyon-Caen et Renault, tome 3 n° 830ter,

446 c. com. qui déclare nuls de droit les paiements de dettes non échues et les paiements de dettes même échues faites autrement qu'en espèces ou effets de commerce ; mais elles peuvent être annulées par application de l'article 447 c. com. si le correspondant qui les a reçues a eu connaissance de la cessation des paiements du remettant. C'est aussi par application du principe de l'indivisibilité du compte-courant que l'article 575 al. 2 c. com., qui permet au commettant de revendiquer par préférence aux autres créanciers de la faillite de son commissionnaire le prix des marchandises qu'il l'avait chargé de vendre, écarte ce droit, non seulement lorsque le prix a été payé ou réglé en valeurs, mais aussi lorsqu'il a été compensé en compte-courant, à la clôture de ce compte, entre le failli et l'acheteur. Enfin le compte-courant laissant incertaine, jusqu'à son règlement définitif, la qualité de créancier ou de débiteur qui appartiendra à l'une ou à l'autre des parties, la prescription est suspendue aussi longtemps que le règlement n'est pas intervenu.

Toutefois le principe de l'indivisibilité du compte-courant rencontre une limite. Il ne produit ses effets qu'au point de vue des rapports des correspondants entre eux. Lorsqu'il s'agit de régler les rapports d'un des correspondants avec ses ayants cause, sans que sa situation à l'égard de l'autre correspondant doive être modifiée, il n'y a plus lieu de faire intervenir le principe de l'indivisibilité.

Attachons-nous enfin aux intérêts du compte-courant. En ce qui concerne le cours des intérêts des valeurs entrées dans le compte-courant, la jurisprudence a établi des règles spéciales qui, non seulement sont coutumières et destinées à suppléer au silence de la loi, mais encore se trouvent, dans certains cas, en opposition formelle avec les textes.

Tandis que, d'après l'article 1153, code civil, les intérêts des sommes dues ne courent que du jour de la sommation, une jurisprudence constante décide que les intérêts des sommes portées au compte-courant, courent de plein droit (1).

On pourrait être tenté de rattacher cette solution à la disposition de l'article 2001 du code civil, qui fait courir l'intérêt des avances faites par le mandataire à dater du jour des avances constatées. Mais cette explication ne serait pas fondée parce que les correspondants ne sont pas liés par un contrat de mandat. Il est plus juridique de dire que les parties en se privant de la libre disposition des valeurs entrées en compte jusqu'à la clôture du compte-courant, ont eu l'intention probable de ne pas laisser ces valeurs inproductives, et que c'est cette volonté que la jurisprudence a présumée.

La règle qui fait courir les intérêts de plein droit

(1) Bordeaux, 9 août 1840. Dalloz Répertoire v^r Compte-courant, n^o 74.
Civ. Cass., 8 mars 53 D. 54-1-336.
Req. 18 novembre 1896 D. 97-1-485.

s'applique non seulement au compte-courant entre commerçants, mais aussi à celui qui est établi entre non-commerçants, soit qu'il s'applique à des opérations commerciales, soit même qu'il ne comprenne que des opérations civiles (1).

Mais il faut nécessairement qu'il y ait un compte courant, au sens juridique du mot.

La Cour de Bourges, dans un arrêt du 16 mai 1845, a décidé en ce sens que l'ouverture d'un compte par un fournisseur à un ouvrier, ne fait pas courir les intérêts de plein droit des articles du compte (2).

La question des intérêts dans le compte-courant a soulevé une difficulté relative à la prohibition de l'anatocisme. L'article 1154 du code civil défend de faire produire des intérêts aux intérêts produits par un capital, à moins que ces intérêts ne soient dus pour une année entière et qu'une convention n'ait autorisé

(1) BOISTEL, op. cit. n° 886.

Le taux des intérêts est fixé par la convention des parties, sans limitation de maximum si le compte-courant est commercial, dans les limites du maximum de 5 % s'il a un caractère purement civil. Lorsque le compte-courant est établi entre un commerçant et un non-commerçant, il a été jugé que le taux des intérêts peut être le même pour chacun des correspondants et dépasser le maximum légal même pour la partie qui n'est pas commerçante. (Bordeaux 4 juillet 1832 et Cassation Civ. 11 mars 1856 Dalloz 1856-1-407). Toutefois cette solution a été contestée et l'on a dit que l'unité du compte-courant n'empêche pas le taux des intérêts d'être fixé dans les limites du maximum légal au profit du non-commerçant, l'égalité du taux des intérêts au profit de chaque partie n'étant nullement essentielle (Lyon-Caen et Renault, tome 4, n° 843).

(2) DALLOZ, 1847-2-32.

cette capitalisation ou que les intérêts échues n'aient fait l'objet d'une sommation de payer. Or la pratique du compte-courant semble contrevenir à cette prohibition. Une jurisprudence constante écarte l'application de l'article 1154 et décide que, lors de chaque arrêté de compte, le solde reporté à nouveau est lui-même immédiatement productif d'intérêts. Ce n'est pas sans raison que la doctrine a critiqué cette dérogation jurisprudentielle à une règle prohibitive du code civil édictée dans un but d'ordre public (1). L'usage commercial devrait être impuissant contre une disposition d'ordre public.

EFFETS DE LA CLOTURE DU COMPTE-COURANT

Par la clôture du compte-courant, la position des parties se trouve fixée. La balance des articles de crédit et de débit fait apparaître un solde qui est seul exigible.

La compensation jusqu'alors suspendue par la convention de compte-courant, s'opère.

Le compte peut être réglé à l'amiable ou en justice d'après les règles posées par les articles 524 et 542 du code procédure.

A défaut de convention contraire, le paiement du solde est immédiatement exigible, sauf aux juges à accorder, suivant les circonstances, des délais pour le paiement.

(1) THALLER : op. cit. n° 1669.

CHAPITRE TROISIEME

Raisons pratiques de l'extension au droit civil de la notion du compte indivisible

Il ne faut pas s'étonner que la pratique du compte-courant ait franchi les limites des usages commerciaux et ait cherché à pénétrer dans le domaine du droit civil.

Le compte-courant est, au fond, une prorogation conventionnelle de la compensation. Les effets de la compensation légale sont retardés jusqu'à la clôture du compte ; lorsque ce compte sera arrêté, les articles du débit et du crédit se fondront ensemble, et c'est le solde seul qui sera dû. Dans le sens large, il s'opérera entre ce crédit et ce débit du même compte, une compensation. Le compte ne laisse pas vivre, a dit M. Thaller (1), une pluralité de dettes côte à côte ; il n'en crée qu'une, celle qui résultera, à l'échéance du solde, de la balance des opérations. On ne sait quel sera ce solde ni sur lequel des deux correspondants il retombera. Entre temps, il n'y a entre les parties que des articles de crédit et de débit et point d'obligation

(1) Op. cit., page 805.

actuelle ; car les créances portées en compte ont, comme telles, cessé d'exister.

Aucun principe général du droit ne s'oppose à la prorogation conventionnelle de la compensation, ni, par suite à l'extension du compte-courant dans le droit civil.

On peut valablement renoncer d'avance au droit de se prévaloir de la compensation légale. On ne saurait objecter ici l'article 2220 qui prohibe la renonciation anticipée à la prescription. Ce qui est vrai de la prescription, basée sur des considérations d'intérêt général ou d'ordre public, ne l'est pas de la compensation, établie dans l'intérêt privé des parties. La convention par laquelle on renonce, expressément ou tacitement, à la compensation éventuelle, ne tombe pas sous le coup de l'article 6 et n'est d'ailleurs prohibée par aucun texte particulier.

Quel avantage les parties peuvent-elles trouver dans une semblable convention ?

Précisément tous les avantages du compte-courant.

Supposons deux personnes en relations d'affaires quelconques. Si les opérations devaient se régler une par une, il en résulterait des discussions incessantes qu'il est préférable de renvoyer à une époque ultérieure, en les groupant dans un même corps de réclamations.

Grâce à la combinaison du compte-courant, on évite les mouvements de fonds qui sont remplacés par une inscription au crédit du correspondant. Des règlements

séparés occasionneraient des transports de numéraires répétés et inutiles, puisqu'ils auraient lieu en sens inverse. On évite ces inconvénients en réduisant la nécessité de régler en espèce à un soldé, que les parties peuvent d'ailleurs reporter. Si ces parties sont éloignées l'une de l'autre, la convention dont il s'agit les dispense de faire voyager les fonds ; en ce sens on a pu dire que le compte-courant opère comme une lettre de change.

D'autre part, les remises étant productives d'intérêts, les valeurs qui entrent en compte-courant ne sont pas improductives.

Chaque partie peut employer les sommes ou valeurs qui lui sont remises par l'autre.

Le crédit est facilité. Si le compte-courant se combine avec une ouverture de crédit, le crédité acquiert le droit d'obtenir des remises jusqu'à concurrence du crédit qui lui a été ouvert. Il lui est en même temps loisible de rembourser les avances qui lui ont été faites par des remises partielles, qui seront inscrites au crédit de son compte. Le créiteur, dans l'hypothèse d'une ouverture de crédit, est généralement un banquier, mais il peut aussi être un civil ; il peut être, notamment, un administrateur du patrimoine d'autrui consentant des avances à celui dont il gère les intérêts.

Economie, simplification, facilité du crédit, tels sont, en définitive, les avantages du compte-courant.

Ces avantages sont les mêmes toujours, qu'il s'agisse d'un compte-courant établi entre commerçants

pour des relations commerciales, ou d'un compte établi entre non-commerçants en vue de relations purement civiles.

Il est hors de doute, nous le répétons, que la convention de compte-courant est valable en matière civile.

Mais c'est une autre question que celle de savoir si, en l'absence d'un compte-courant, il convient d'appliquer les règles de ce compte au règlement des rapports de deux ou plusieurs personnes respectivement débitrices l'une de l'autre.

Quelle réponse la jurisprudence a-t-elle faite à cette question ? Dans quelle mesure a-t-elle accueilli, en matière civile et en dehors d'une convention des parties, l'idée du compte indivisible ?

Nombreux sont les rapports juridiques qui aboutissent à l'établissement d'un compte. On peut les rattacher à trois idées :

- 1° à celle du contrat synallagmatique ;
- 2° à celle de la liquidation et du partage ;
- 3° à celle de la gestion du patrimoine d'autrui.

En premier lieu, les contrats synallagmatiques, contenant des engagements réciproques des deux parties, donnent lieu, par leur nature même, à l'ouverture d'un compte. Tous les éléments se rattachant à cette opération synallagmatique doivent-ils être considérés comme les éléments indivisibles d'un même compte dont le solde constituera seulement l'une des parties créancière de l'autre ?

En second lieu, la liquidation et le partage d'une masse de biens, en quelque matière qu'ils se présentent, constituent essentiellement un règlement de compte au sujet duquel notre problème se pose de toute nécessité.

Enfin tous ceux qui ont géré, à titre quelconque, le patrimoine ou les intérêts d'autrui, doivent rendre compte de leur gestion. Cette administration a fait naître des créances au profit du géré et du gérant lui-même. Les rapports de l'un et de l'autre devront-ils être liquidés d'après la notion du compte unique ? Cette question nous retiendra particulièrement à propos du compte de tutelle.

Nous envisagerons chacune de ces diverses catégories de rapports nécessitant l'ouverture et le règlement d'un compte.

Nous consacrerons un chapitre spécial aux difficultés que rencontre la notion du compte dans le règlement des contrats de mandat et de travail, lorsque le paiement des salaires ou commissions s'opère par la voie d'un prélèvement effectué par le mandataire ou l'employé.

CHAPITRE QUATRIÈME

LE COMPTE EN MATIÈRE DE CONTRATS SYNALLAGMATIQUES

La Chambre des Requêtes, dans un arrêt du 22 juin 1864, avait dit incidemment : « Attendu qu'en matière de liquidation, comme en matière de compte, les principes qui régissent la compensation sont inapplicables ; que toute liquidation comprend des éléments divers qui, au point de vue du règlement auquel elle doit aboutir, forment un ensemble dont aucun ne peut être isolé, et que tous doivent concourir au résultat final, qui seul détermine les obligations et les droits de chacun des intéressés » (1).

L'idée du compte indivisible, indépendamment de toute convention de parties, était ainsi affirmé de la manière la plus précise et la plus générale. La Cour de Cassation n'a cessé, en matière de contrats synallagmatiques, de maintenir et d'appliquer cette notion. Nous allons la voir mise en œuvre à propos de divers contrats d'entreprise, et à propos de louage et de la vente.

En 1890, le principe dont il s'agit fut de nouveau

(1) SIREY, 1864-1-331.

affirmé par la Cour suprême dans l'affaire HERTZ contre LAURENT, administrateur judiciaire de la succession bénéficiaire Rouvet.

Hertz avait pris l'entreprise du service de chauffage et éclairage militaire du 6^e corps d'armée. Voulant avoir des préposés à Toul, il avait traité avec M.M. Rouvet et Graingeot, ceux-ci devant faire le camionnage et la distribution des charbons et briquettes qui leur étaient expédiés par Hertz. Le traité était en exécution depuis plusieurs années lorsque M. Rouvet vint à mourir.

Des contestations surgirent alors au sujet du règlement des opérations. La succession Rouvet fut acceptée sous bénéfice d'inventaire. Une expertise fut ordonnée par le Tribunal de Commerce, qui, à la date du 2 Juin 1887, homologua le rapport d'expert ; le jugement, faisant ensuite la balance entre la somme de 5.594 francs, reconnue à la charge de Hertz, et celle de 10.592 francs dégagée comme étant à la charge de la succession Rouvet, condamna cette succession à payer à Hertz la différence.

L'administrateur de la succession bénéficiaire interjeta l'appel.

La Cour de Nancy, par un arrêt du 24 avril 1888, réforme le jugement par les motifs suivants :

« Attendu, en ce qui concerne la compensation, qu'il est *inexact* de prétendre que la somme de 10.592 francs dont Hertz est créancier, et celle de 5.594 francs, dont il est débiteur, forment deux articles d'un compte

unique et indivisible, qui se compensent mutuellement au moment de leur coexistence, pour se fondre en une créance nouvelle, dont le montant est fixé par la balance définitive du compte ;

« Attendu que cette théorie, qui serait vraie en matière de compte-courant, ne peut recevoir ici son application ; que ces deux créances, en effet, ne présentent entre elles aucune analogie ; qu'elles n'ont ni la même nature, ni la même cause, ni la même origine, et que chacune d'elles forme l'élément unique de deux comptes particuliers et distincts ; attendu que celle de 5.594 francs, au profit de la succession Rouvet, est le résultat de l'exécution normale et régulière du traité... tandis que celle de 10.592 francs, au contraire, est le résultat d'une violation de ce traité, qui ne pouvait évidemment entrer dans les prévisions des parties, et doit, par conséquent, faire l'objet d'un règlement différent et d'une liquidation spéciale ; attendu que cette liquidation n'a été faite qu'après le décès de Rouvet, dont les prélèvements irréguliers et successifs se sont continués pendant toute sa gestion en n'ont été révélés qu'à sa mort ;

« Attendu que, de ces diverses considérations et circonstances de faits, il résulte qu'au moment de l'ouverture de la succession de Rouvet, la créance de Hertz n'était ni liquidé, ni exigible, et ne pouvait, dès lors, aux termes de l'article 1291 du code civil, être opposée en compensation ; Attendu, d'un autre côté, que la compensation était impossible en présence

d'une succession bénéficiaire ; Attendu, en effet, que l'article 808 du code civil dispose que l'héritier bénéficiaire, lorsqu'il y a des créanciers opposants, ne peut payer que dans l'ordre et de la manière réglée par le juge, etc. ; »

Par ces motifs la Cour de Nancy rejette la compensation admise au profit de Hertz, décide que ce dernier reste débiteur de la somme de 5.594 francs envers la succession Rouvet, sauf à lui à produire, pour le montant de sa créance personnelle à la distribution par contribution qui sera ouverte sur les deniers de la dite succession.

Hertz forma un pourvoi en cassation fondé principalement sur la violation des principes en matière de compensation, en ce que l'arrêt attaqué, statuant sur une question de règlement de compte, avait refusé de balancer les sommes réciproquement dues par les parties.

Le 8 juillet 1890, la Chambre Civile de la Cour de Cassation accueillit ce pouvoir et cassa l'arrêt de la Cour de Nancy pour les motifs suivants : (1)

« Attendue que les opérations qui se rattachent à un seul et même marché forment un tout indivisible, et constituent les éléments d'un compte unique, dont le reliquat final est seul à considérer lorsqu'il s'agit de régler la situation réciproque des parties, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les opérations qui con-

(1) SIREY, 1892-1-373.

stitueraient l'exécution du contrat et celles qui en seraient la violation ;

« Attendu que l'acceptation de la succession Rouvet sous bénéfice d'inventaire n'aurait pu modifier la situation réciproque des parties que s'il s'était agi de deux créances distinctes et indépendantes l'une de l'autre ; que, dans l'espèce, il y avait, sinon deux créances à composer, mais un compte à régler ; que ce compte arrêté au jour du décès de Rouvet, a pu et dû être réglé ultérieurement, d'après tous les éléments dont il se composait au moment de sa cloture, sans qu'il y eut à examiner si ces éléments n'étaient devenus liquides et exigibles que depuis l'acceptation sous bénéfice d'inventaire... »

Ici encore, nous voyons poser en termes très nets la notion de l'indivisibilité du compte. Toutes les opérations se référant à un même marché forment un ensemble qui ne peut être divisé. Et nous avons, au surplus, cette précision qu'il n'y a pas lieu de distinguer à cet égard entre les opérations qui sont l'exécution d'un contrat et celles qui en sont la violation. Les unes et les autres procèdent, en effet, de la même origine et de la même cause ; elles s'enchevêtrent et fusionnent dans un compte unique et indivisible. C'est le reliquat de ce compte qui fixe la situation des parties. Un arrêt de la Chambre Civile de la Cour de Cassation du 16 mars 1892 porte également « qu'en matière de compte, les principes qui régissent la compensation sont inapplicables, lorsque le compte

comprend des éléments divers, qui, au point de vue du règlement auquel ils doivent aboutir, forment un ensemble dont aucun ne doit être isolé, et qui, tous, doivent concourir au résultat final, c'est-à-dire à l'établissement du reliquat, lequel, seul, doit déterminer les obligations et les droits de chacun des intéressés » (1).

Cet arrêt fut rendu dans l'espèce suivante. Un propriétaire et un entrepreneur avaient passé un contrat fixant les conditions d'exécution d'importants travaux de construction ; le contrat fixait non seulement le prix à forfait de ces travaux, mais aussi les réductions qui pourraient être opérées sur ce prix, notamment par suite de retards apportés dans la terminaison. L'entrepreneur tombe en faillite. Des difficultés s'élevèrent entre le syndic et le propriétaire tant sur le point de savoir qui était créancier ou débiteur que sur le chiffre de la dette.

La Chambre Civile déclara que l'état de faillite d'une des parties ne modifiait nullement l'application des règles tenant à la nature même du compte ; qu'il y avait donc, dans l'espèce, compte à faire entre les parties ; que ces comptes devaient comprendre tous les éléments prévus par la convention, sans distinction, et qu'il importait de considérer uniquement le reliquat fourni par le règlement ainsi fait.

Or, loin de procéder ainsi, la Cour de Paris avait envisagé isolément certains éléments de compte, tels

(1) SIREY, 1892-1-374.

que les malfaçons et la perte des loyers, pour leur appliquer les règles de la compensation au cas de faillite.

C'est cette décision de la Cour de Paris que cassa la Cour de Cassation dans son arrêt du 16 mars 1892, par application des principes précédemment énoncés.

La conception du compte indivisible fut également appliquée dans le règlement des rapports de bailleur avec locataire. Les obligations réciproques du propriétaire et du preneur peuvent engendrer des situations assez compliquées. Un moment arrive où il faut les liquider. Il y a lieu, alors, a dit la jurisprudence, de considérer comme un ensemble indivisible tous les éléments se rapportant à l'exécution du contrat de location.

La Cour d'Orléans, le 20 avril 1888, a décidé qu'il n'y a pas lieu à l'application de la clause résolutoire pour retard dans le paiement, lorsque la résistance du preneur est fondée sur le trouble causé à sa jouissance, et à raison duquel il lui est dû une réduction de loyer par le bailleur ; la clause résolutoire, dit l'arrêt, ne peut, dans l'intention commune des parties, s'appliquer à ce cas particulier, qui n'est pas entré dans leurs prévisions.

Mais l'arrêt ajoute que l'obligation pour le preneur de payer les loyers étant corrélatrice à l'obligation du bailleur de procurer au locataire une jouissance paisible, le paiement du loyer ne peut être réclamé tant que la réduction de loyer résultant du trouble ap-

porté à la jouissance du preneur n'est pas réglé et qu'il n'y a compte à faire entre les parties (1).

La Cour d'Orléans se rallie ainsi à l'opinion d'après laquelle le preneur est en droit de refuser le paiement des loyers lorsque le bailleur manque à son obligation de le mettre en jouissance paisible de la chose louée, soit en troublant sa jouissance paisible, soit en n'exécutant pas les réparations qu'il s'est obligé à faire (2).

Là encore la situation réciproque des parties est tenue en suspens jusqu'à ce que leur compte soit balancé et fasse ressortir un reliquat. Tous les éléments relatif à la location forment un tout indivisible, et il n'y a pas, en cette matière plus que dans les autres, à distinguer entre les éléments qui sont l'exécution même du contrat et ceux qui en constituent la violation (trouble de jouissance apporté par le bailleur ou inexécution des réparations auxquelles il s'est engagé).

Les mêmes principes jouent dans le règlement de tous les contrats synallagmatiques et, notamment, dans la vente.

La Cour de Bordeaux, le 9 novembre 1908, a appliqué les principes du compte indivisible à propos de l'inexécution partielle d'une vente de charbons (3).

(1) SIREY, 1890-2-86

(2) Paris 4 juillet 1868. Sirey, 68-2-304.

Cassion, 5 janvier 1876. Sirey, 76-1104.

Cassation, 15 décembre 1880. Sirey, 81-1-170.

Guillouard : Traité du contrat de louage, t. 1^{er} n^o 101.

(3) Journal des faillites 1909, page 420.

Les créances des parties étaient la conséquence de l'exécution partielle et de l'inexécution également partielle de deux marchés portant sur diverses quantités de gros Cardiff. — L'une de ces parties fut déclarée en liquidation judiciaire.

Le débat portait sur le point de savoir si la compensation pouvait s'établir entre les deux sommes ou si « M. Sallières, tenu de payer les fournitures de charbon qui lui avaient été faites, ne devait être payé qu'au marc le franc de l'indemnité à laquelle il avait droit pour l'inexécution partielle du marché ».

Le Tribunal de Commerce avait appliqué aux deux créances les règles de la compensation.

Mais la Cour de Bordeaux, après avoir rappelé les principes formulés par les arrêts de la Cour de Cassation du 8 juillet 1890 et du 16 mars 1892, en fit application à l'espèce. Elle décida que la compensation ne pouvait jouer parce que tous les éléments du compte formaient un ensemble indivisible concourant à l'établissement d'un solde, que la balance de ce compte était d'ailleurs aussi indépendante de la faillite que les marchés qui l'avaient rendue nécessaire et qui devaient être appréciés dans leur ensemble, c'est-à-dire dans le solde.

L'application des règles relatives à l'indivisibilité du compte n'est d'ailleurs pas troublée par la déclaration en faillite de l'une des parties engagées dans des rapports synallagmatiques. Ce point est encore très solidement établi en jurisprudence,

Deux intéressés se trouvent en conflit : d'une part la masse des créanciers, représentée par le syndic ; de l'autre le co-contractant du failli.

Il importe ici de bien préciser l'hypothèse que nous avons en vue.

La faillite arrête le compte-courant (1). Dès lors la dette d'un failli résultant de versements opérés en compte-courant, sans qu'aucune condition de délai eut été stipulée, doit être considérée comme échue ; et par suite, le paiement qui en a été fait dans les dix jours de la faillite, en espèces ou en effets de commerce, est valable (2).

Mais supposons que, une faillite étant déclarée, on se trouve en présence d'un compte relatif à un traité antérieur à la faillite, compte dressé après la faillite et dont tous les éléments forment un ensemble indivisible. En pareil cas, il y aura lieu de dresser le compte, de faire la balance et d'établir le reliquat comme si la faillite n'était pas survenue. La masse ne saurait en effet, prétendre, au nom du failli créancier, à un paiement intégral, et offrir, au nom du failli débiteur, un paiement en dividende, dès lors que la créance et la dette proviennent de la même cause.

Cette solution, se rattachant à l'indivisibilité du

(1) Cassation 20 juillet 1846. SIREY, 46-1-875.

(2) Cassation 6 juillet 1864. SIREY, 64-1-384.

Cassation 10 mai 1865. SIREY, 65-1-277.

compte, a été consacrée par une jurisprudence constante (1) et admise par la doctrine (2).

L'état de faillite, dans cette hypothèse, n'a d'autre conséquence que de mettre l'autre partie en situation de produire à la faillite pour le reliquat du compte, quand c'est elle qui est créancière, ou de conférer au syndic le droit de lui demander ce reliquat, si elle reste débitrice.

(1) Cassation 27 juin 1874 et Amiens 16 mai 1877.

SIREY, 1879. 145 note LABBÉ.

Cassation 3 mars 1891. SIREY, 1892-1-190.

Angers, 11 mai 1891. SIREY, 1892-2-112.

Cassation 6 mars 1892, analyse dans notre travail.

(2) LYON-CAEN et RENAULT, tome 2, p. 656.

NOBLET : Compte-courant n° 68, 203 et 204.

PAUL CLÉMENT : Etude sur le compte-courant n° 276.

CHAPITRE CINQUIEME

LE COMPTE EN MATIERE DE LIQUIDATION ET DE PARTAGE

La conception du compte indivisible a été présentée par la Cour de Cassation comme s'appliquant, d'une manière générale, à tous les règlements entre parties réciproquement créancières et débitrices au sujet d'un même groupe d'opérations ou en vertu d'une même cause.

L'arrêt du 22 juin 1864, notamment, pose ce principe absolu que « toute **liquidation** comprend des éléments divers qui, au point de vue du règlement auquel elle doit aboutir, forment un ensemble dont aucun ne peut être isolé, et que tous doivent concourir au résultat final, qui seul détermine les obligations et les droits de chacun des intéressés » (1).

Cette règle a été appliquée par la jurisprudence à toutes les liquidations : en matière de succession, de société et de communauté conjugale.

Successions

Le jeu des rapports et les prélèvements a livré un

(1) SIREY, 1864-1-331.

champ d'application à l'idée du compte indivisible.

Le rapport se fait en nature ou en moins prenant. Le rapport en nature consiste dans la remise réelle des choses données, qui sont réunies à la masse et partagées avec le reste (article 829). Le rapport en moins prenant suppose que le succéssible gratifié conserve en nature les biens qui lui ont été donnés ou légués, et que l'égalité est rétablie au profit de ses cohéritiers soit par des prélèvements en leur faveur pour une valeur égale, soit par une imputation des choses sujettes à rapport sur la part de celui qui les a reçues (article 830).

Supposons que l'on procède par voie de prélèvement. Les cohéritiers de l'héritier débiteur exercent, avant la formation des lots et le tirage au sort, leurs prélèvements dans la mesure des valeurs qui sont rapportables par le débiteur, mais dans cette mesure seulement.

Or, il peut arriver qu'au cours d'une liquidation certains cohéritiers — et, l'on peut, en généralisant à tous les partages, dire : certains copartageants — se rendent débiteurs des autres par une faute ou un fait quelconque, notamment par des détournements ou une mauvaise gestion.

Placée dans une hypothèse de ce genre, la Cour de Cassation a décidé que, si, dans les cas où le rapport exigé par l'article 829 du code civil n'a pas été effectué par l'un des copartageants, les autres peuvent, en vertu de l'article 830, exercer des prélèvements avant

la formation des lots et le tirage au sort, c'est seulement pour une portion égale à celle qui aurait dû être rapportée ; par suite, l'homologation est à bon droit refusée à un procès-verbal de liquidation proposant un lotissement par voie d'attribution afin d'indemniser les cohéritiers du préjudice que leurs cohéritiers leur auraient causé, soit par leur défaut de reddition de compte, soit par l'indue rétention ou la mauvaise gestion de biens communs, lorsque, en fait, le montant exact des restitutions, des dettes ou des dommages-intérêts prétendus, n'est pas quant à présent établi (1).

Cette décision peut être invoquée à l'appui de l'idée de l'indivisibilité du compte. Il y avait connexité entre la dette de certains cohéritiers et les créances des autres ; ces créances déterminant la mesure de leur droit de prélèvement, ne pouvait être connue avant que fut établi le montant exact des restitutions, des dettes ou des dommages-intérêts dûs par les autres copartageants. On se trouvait en présence d'un compte dont les divers éléments provenaient *ex eadem causa*. Le prélèvement ne pouvait être exercé avant que fussent déterminés les éléments rapportables, puisque ces derniers devaient fixer la mesure même du prélèvement.

L'idée d'indivisibilité du compte a rencontré certaines objections lorsqu'il s'est agi de la liquidation d'une succession bénéficiaire. Elles ont été résolues par la

(1) Cass. 17 novembre 1885. SIREY, 87-1-14.

Cour Suprême dans sens favorable à la notion d'indivisibilité (1).

Nous avons analysé l'arrêt de la Cour de Cassation du 8 juillet 1890 relatif aux opérations se rattachant à un seul et même marché. Ces opérations, nous l'avons vu, forment un tout indivisible constituant les éléments d'un compte unique dont le reliquat final est seul à considérer lorsqu'il s'agit de régler la situation réciproque des parties.

La Cour de Cassation ajoutait, dans le même arrêt, que l'acceptation bénéficiaire de la succession d'une partie ne modifie pas la situation réciproque des parties, dès qu'il s'agit, non de deux créances distinctes et indépendantes l'une de l'autre à compenser, mais d'un compte à régler.

Supposons, en effet, que l'une des parties, en rapport synallagmatique avec l'autre, vienne à mourir et laisse une succession qui n'est acceptée que sous bénéfice d'inventaire. Supposons encore que certains chefs de créances sont liquides avant l'acceptation bénéficiaire, tandis que d'autres ne deviennent liquides que dans la suite. Si l'on appliquait les règles ordinaires de la compensation, cette dernière ne serait pas possible entre les chefs de créances liquides avant l'acceptation bénéficiaire et les chefs de créance ne devenant liquides qu'après ; car la compensation ne peut avoir lieu au préjudice des droits acquis aux

(1) Voir cass. 8 juillet 1890. SIREY, 1892-1-373 et la note.

créanciers d'une succession acceptée bénéficiairement; ces droits sont irrévocablement fixés dès l'ouverture de la succession. Aussi la compensation serait impossible s'il s'agissait de deux créances distinctes et indépendantes l'une de l'autre.

Mais la situation est différente si l'on se trouve en présence d'un compte entre les parties. Alors il y a dans ce compte, d'une part, un article de crédit ou de débit liquide avant l'acceptation bénéficiaire, de l'autre un article de débit ou de crédit qui n'est devenu liquide qu'après. Si ces deux articles procèdent de l'existence d'un même traité et constituent les éléments du même compte, le décès, suivi de l'acceptation bénéficiaire de la succession, ne porte aucune atteinte aux traités consentis par le de cujus; ces traités doivent être exécutés tels qu'ils ont été consentis. Le compte arrêté au jour du décès, doit être réglé d'après tous les éléments dont il se composait au jour de sa clôture sans qu'il y ait lieu de rechercher si certains de ses éléments étaient liquides avant l'acceptation, et si d'autres ne sont devenus liquides que depuis. Si la balance du compte fait ressortir un reliquat à la charge de la succession acceptée bénéficiairement, le créancier de ce reliquat, ayant pour débiteur une succession bénéficiaire, ne pourra obtenir le paiement que par contribution avec les autres créanciers de la succession, c'est-à-dire au marc le franc.

Sociétés

Aux termes de l'article 1872, les règles concernant le partage des successions, la forme de ce partage et les obligations qui en résultent entre cohéritiers, s'appliquent au partage entre associés. Le principe d'assimilation au partage entre associés au partage successoral est édicté surtout en ce qui concerne les sociétés civiles, mais il doit, en vertu de la règle de renvoi inscrite dans l'article 28 du c. com., être étendu aux sociétés de commerce.

Or, lorsque la liquidation de la société sera faite et que la masse partageable sera déterminée, il y aura lieu de procéder, avant tout partage effectif, à l'établissement des comptes respectifs des associés. Ici donc s'appliqueront les règles du partage successoral relatives soit à la reprise par chaque associé des biens dont il a conservé la propriété, soit aux prélèvements à effectuer, conformément aux principes du rapport en moins prenant (article 829 c. civ.) par les copartageants créanciers, sur la part revenant aux communistes débiteurs.

De là il résulte que nous allons voir se poser, dans la liquidation des sociétés, des questions tout-à-fait analogues à celles qui se sont présentées dans la liquidation des successions.

L'article 1850 c. civ. dispose que chaque associé est tenu envers la société des dommages qu'il lui a causé par sa faute, sans pouvoir compenser avec les dom-

mages les profits que son industrie lui aurait procurés dans d'autres affaires. Il est certain cependant que les résultats d'une même opération ne peuvent être scindés ni divisés et que l'associé a le droit de compenser avec les dommages causés par sa faute les profits qu'il a procurés à la société dans la même affaire. En réalité il ne peut être parlé de dommages causés à la société qu'une fois faite la balance entre les profits et les pertes occasionnés par l'opération.

Ce qui a lieu pour chaque acte de gestion isolée doit être fait lorsqu'il s'agit de fixer la situation respective des associés à la fin d'un exercice de gestion. Vainement l'un des associés réclamerait aux autres de rendre compte conformément à l'article 1847 c. civ. des gains fait dans l'espèce d'industrie qui est l'objet de la société, si lui-même se refusait à rendre compte des gains faits par lui au cours de sa gestion, ou si, n'étant pas gérant et n'ayant lui-même aucun compte à rendre, il se refusait à participer aux pertes faites à la suite d'opérations sociales : un associé en participation ne peut se prévaloir de ses droits envers le gérant que s'il est prêt à remplir ses obligations envers lui et réciproquement (1). Il en est de même pour un commanditaire ou un actionnaire (2).

(1) Paris 11 mai 1911. DALLOZ, 1912-2-1515, solution implicite cf. Cassin. op. cit. page 208.

(2) Req. 8 juillet 1862. SIREY, 63-1-196 pour le commanditaire.
Trib. com Seine 22 janvier 1907. Revue des sociétés 1907, page 347 pour l'actionnaire.

Cependant si le commanditaire ou l'actionnaire est encore le débiteur de

Ici encore la notion de compte indivisible peut jouer, soit à la fin d'un exercice de gestion, soit lors de la dissolution de la société. Une balance peut être à établir entre les créances réciproques de la personne sociale et du commanditaire ou de l'actionnaire.

Sans faire expressément appel à l'idée d'indivisibilité ou de connexité de ces divers éléments, la jurisprudence a considéré ceux-ci comme un ensemble destiné à aboutir à un reliquat, seul exigible. C'est dans ce sens que s'est prononcée la Cour de Cassation. Aux termes de son arrêt de 1862, le commanditaire qui, après avoir fourni en valeurs négociables le montant de la mise, au lieu de la payer en argent, a fait des avances à la Société peut, au cas de faillite de celle-ci, opposer en compensation les intérêts et frais de négociation des valeurs par lui fournies, des sommes qui lui sont dues pour avances, alors surtout qu'il ne lui a été ouvert qu'un seul compte sur les livres de la société (1).

Mais l'associé commanditaire ne pourrait, après la déclaration de faillite de la société, opposer en compensation de la mise qu'il doit pour sa commandite

sa mise initiale, il ne peut invoquer une compensation qui aurait pour effet de nuire aux créanciers sociaux art. 1^o § 2, loi 1 août 1893.

J. THALLER : Droit Commercial, 4^o Es. n^o 522.

CASSIN : op. cit. page 208.

(1) Cass. Req. 8 juillet 1862. SIREY, 63-1-197.

les sommes qui lui sont dues à lui-même en compte-courant par la société (1).

La question du compte indivisible s'est encore posée, en matière de liquidation des sociétés, sous un autre aspect. Il s'agit des intérêts des sommes ou valeurs rapportables à la masse à partager.

Une difficulté règne sur le point de savoir s'il convient d'appliquer aux partages de sociétés la disposition de l'article 856 aux termes duquel les intérêts des choses sujettes à rapport sont dus à compter du jour de l'ouverture de la succession ? La jurisprudence et une partie de la doctrine estiment que cette disposition dérogoratoire au droit commun, ne saurait être étendue à la société, et que, par suite, les intérêts des sommes dues, après liquidation, par un associé à un autre, ne doivent courir que du jour de la sommation de payer (2).

Cette solution est contestée par certains auteurs. Si l'on admet, disent-ils, que les règles du rapport des dettes (art. 829) s'appliquent au partage entre associés, n'est-il pas irrationnel d'en excepter la règle de l'article 856 qui fait corps avec elle ? (3)

(1) Cassation 28 février 1844. S(11v, 44-1-692.

Cass. 8 avril 1845. SIREY, 45-1-389.

Aix 15 juin 1855. SIREY, 57-2-94.

(2) Cassation 24 février 1879. D. 79-1-103.

DESCHAMPS : Rapport des dettes, n° 119.

(3) LYON-CAËN et RENAULT, t. 2, n° 419.

PRIC : (Collection Thaller) des sociétés commerciales, tome 1, p. 876.

Il est facile de voir comment cette question se rattache à la théorie du compte. De droit commun les intérêts ne courent que du jour de la sommation de payer. Aussi l'article 856, d'après lequel les intérêts des choses rapportables sont dus à partir du jour de l'ouverture de la succession, peut-il être interprété en faveur de la conception du compte indivisible. On admet, en effet, en matière de compte-courant, que les remises produisent de plein droit des intérêts au profit de l'envoyeur. Or, dans le système de l'article 856, il y a bien production de plein droit des intérêts depuis l'ouverture du compte de liquidation, qui coïncide exactement avec l'ouverture de la succession elle-même.

Selon qu'on étendra ou non aux partages de sociétés la disposition de l'article 856, on acceptera, à ce point de vue, ou bien on rejettera l'idée du compte indivisible.

Or, la jurisprudence repousse cette idée, puisqu'elle décide d'écarter en cette hypothèse l'article 856 et de faire rapporter intérêts aux sommes dues seulement à compter du jour de la sommation de payer.

Au contraire, les auteurs qui appliquent aux sociétés l'article 856, déduisent de l'idée du compte unique toutes ses conséquences logiques.

Communauté Conjugale

Le principe du compte indivisible a été appliqué

par la jurisprudence en matière de communauté conjugale.

Par ses arrêts du 15 mai 1872 (Sirey 1872. 1. 313 note Labbé) et du 3 mars 1891 (Sirey 1892. 1. 190) la Cour de Cassation a décidé que les époux ne sont respectivement créanciers ou débiteurs de la communauté que d'après le résultat de la balance établi entre le montant des reprises et celui des récompenses (arrêt de 1872) que, lorsqu'il s'agit après la dissolution de la communauté, établir les reprises de la femme ou les récompenses par elle dues, ces reprises et ces récompenses ne sauraient être considérées comme des dettes distinctes, indépendantes les unes des autres, soumises aux règles de la compensation, et, spécialement, aux effets que peuvent produire, relativement à l'application de ces règles, des incidents tels que la faillite ; qu'elles constituent les éléments d'un compte unique et indivisible, dont le reliquat final est seul à considérer lorsqu'il s'agit de régler la situation réciproque des parties (arrêt de 1891).

Examinons attentivement cette solution et montrons son importance pratique.

Après la déclaration de faillite, la compensation ne peut s'opérer, au profit d'un créancier du failli, au préjudice de la masse. Si, donc, un failli et une tierce personne sont liés par des obligations réciproques au moment de la déclaration de faillite, et, si ces obligations ne sont pas liquides, le tiers sera obligé de payer intégralement et de recevoir en monnaie de

faillite (1). Mais ce résultat est bien peu conforme à l'équité. Aussi, avons-nous vu, en matière de contrats synallagmatiques, que la jurisprudence l'a écarté lorsqu'on se trouve en présence d'un compte relatif à un traité antérieur à la faillite, compte dressé après la faillite, et dont tous les éléments forment un ensemble indivisible. En ce cas on établit la balance et on dégage le reliquat comme si la faillite n'était pas survenue (2).

Or, cette application du compte indivisible a été faite, en particulier, en matière de liquidation de communauté. Il serait extrêmement rigoureux, lors de la faillite du mari, de contraindre la femme à verser à la masse les récompenses ou dettes diverses en monnaie saine, alors qu'elle ne recevrait en échange qu'un dividende.

Il a été décidé par la Cour d'Amiens, le 16 mai 1877, que la faillite du mari n'est pas un obstacle à la compensation entre les reprises de la femme et les indemnités dues par elle à la communauté, même si la liquidation des unes et des autres intervient postérieurement à la déclaration de faillite. Seule la balance du compte des récompenses et des reprises constitue, dit cet arrêt, la femme créancière ou débitrice de la faillite (3). Les causes des reprises et des indemnités sont

(1) Cassation 27 juin 1876. SIREY, 1877-1-241.

Cassation 13 mai 1879. SIREY, 1880-1-163.

(2) Voir tous les arrêts cités à ce sujet dans le chapitre relatif aux conventions synallagmatiques.

(3) Amiens 16 mai 1877. SIREY, 1879-2-145.

en effet, les éléments d'un compte indivisible. Soumise à l'administration du mari, la femme n'a pas d'autre droit que celui de demander, à la dissolution de la communauté, compte de cette administration. C'est la balance de ce compte qui établira pour elle ou contre elle une créance ou une dette.

L'arrêt précité de la Cour de Cassation du 3 mars 1891 a consacré définitivement la notion du compte indivisible en matière de communauté conjugale.

L'arrêt de la Chambre des Requêtes du 28 janvier 1903 en a fait une nouvelle application (2).

(2) Dans le même sens en dehors des arrêts cités au texte, Caen 27 juin 1874 D. 76-2-138.

Angers 11 mars 1891. SIREY, 1892-2-112.

Besançon 22 juillet 1891. SIREY 1894-2-114.

Rouen 10 Janvier 1903. Gaz. Pal. 1903-1. Table v^e Communauté.

CHAPITRE SIXIEME

LE COMPTE EN MATIERE D'ADMINISTRATION DU PATRIMOINE D'AUTRUI, ET, SPECIALEMENT, EN MATIERE DE TUTELLE.

En principe tous les administrateurs de la fortune d'autrui, à quelque titre que ce soit, avec ou sans mandat, sont obligés de rendre compte de leur gestion. A la fin de cette gestion, les administrateurs doivent donc présenter, à ceux pour qui ils ont géré, un état détaillé de ce qu'ils ont reçu et de ce qu'ils ont dépensé pour eux. Il est traité des redditions de compte dans le Code de procédure (article 527 à 542) dont les dispositions, qui se réfèrent expressément aux comptes ordonnés par justice, s'appliquent aussi aux comptes rendus à l'amiable.

Or, il est admis sans difficulté que les différents éléments du compte forment un tout indivisible, dans lequel les chefs réciproques de créances se balancent nécessairement entre eux, le reliquat final devant seul être pris en considération pour déterminer la situation des parties.

Ce principe s'applique à tous ceux qui ont administré la fortune d'autrui : au mandataire ou gérant, à l'administration provisoire pendant le procès d'inter-

diction, au curateur d'une succession vacante, à l'exécuteur testamentaire, à l'époux commun survivant, au mari à qui sa femme séparée a laissé la jouissance de ses biens ou qui a administré ses biens paraphernaux, à l'administration des biens d'un présumé absent, aux envoyés en possession provisoire des biens de l'absent, aux envoyés en possession définitive si l'absent reparaît ou si les héritiers en ligne directe se présentent dans les trente ans ; à l'époux qui, en cas d'absence de son conjoint, a opté pour la continuation de la communauté ; au dépositaire, au sequestre, au créancier gagiste, au créancier antichrésiste, aux syndics de faillite.

Par application de l'idée d'indivisibilité du compte la balance s'établit entre les créances respectives des parties en dehors des règles ordinaires de la compensation (1).

Mais notre idée va se heurter à des difficultés particulières en matière de tutelle. Ces difficultés ont donné lieu, dans des espèces très intéressantes, à des décisions de jurisprudence qu'il nous faudra soigneusement analyser.

(1) Voir MERLIN: Questions de droit v^r compte.

CARRÉ & CHAUVÉAU : Lois de la procédure civ. T. 4 § 1840.

ROUSSEAU & LAISNEY : Dictionnaire de procédure v^r reddition de compte.

GARSONNET : Traité de procédure. Edition Cezar-Bru, T. 4 § 1222 et suiv.

GLASSON & COLMET-DAAGE : Précis de procédure civ. Ed. (Tissier Tome 2, n° 1827 et suiv.).

Avant de les aborder, et afin d'en comprendre toute la portée, il convient de rappeler les caractères essentiels du compte de tutelle.

Le compte de tutelle est un tableau comparatif des recettes et des dépenses.

Au chapitre des recettes figurent tous les biens constatés dans l'inventaire, tous ceux qui ont pu advenir au pupille pendant la tutelle, et toutes les sommes touchées par le tuteur, provenant tant du remboursement des créances que des revenus des biens. Il faut y ajouter celles que le tuteur aurait laissé perdre par sa faute, par exemple en ne plaçant pas les économies et les capitaux.

Au chapitre des dépenses, le tuteur mentionne toutes les dépenses utiles faites pour le pupille et dont il peut justifier d'une façon suffisante (article 471, 2° al.). Il résulte de cette expression « dépenses suffisamment justifiées », employée par le texte, que le tuteur peut faire la preuve de ces dépenses par tous les moyens; il n'est pas nécessaire qu'il rapporte un acte écrit les constatant chacune distinctement. Les frais nécessités par la reddition du compte seront ajoutés au chapitre des dépenses, car ils incombent au pupille (art. 471, 1° al.), le tuteur doit seulement les avancer (1).

La comparaison des deux chapitres recettes et dépenses ou balance du compte fait ressortir un « reli-

(1) A. COLIN et CAPITANT : Cours de droit civil français, tome 1, p. 508.

quat que peut être à la charge du tuteur ou à celle du mineur. Il y a entre ces deux hypothèses les différences suivantes :

1° Si c'est le mineur qui reste créancier du tuteur, la somme due par ce dernier portera intérêts de plein droit à compter de la clôture du compte (article 474, 1° al.). Au contraire, si c'est le tuteur qui se trouve créancier, les intérêts ne courront à son profit conformément à la règle qui constitue aujourd'hui le droit commun en matière d'intérêts, qu'à partir du jour où il aura adressé à son débiteur une sommation de payer (art. 474, 2° al.) et article 1153 modifié par la loi du 7 avril 1900). La raison de cette différence, disent MM. Colin et Capitant (1), se trouve dans les sentiments de respect qui pourraient empêcher le mineur d'adresser par huissier, une sommation à son ancien tuteur et le priveraient, dès lors, des intérêts auxquels il a droit si on lui appliquait le droit commun.

Toutefois, le tuteur pourrait réclamer les intérêts à partir d'une date antérieure, s'il était devenu créancier du pupille, non comme tuteur mais en qualité de gérant d'affaires, par exemple en payant de ses derniers les dettes du pupille. En effet, il résulte de l'article 2001 que le mandataire et le gérant d'affaires ont droit aux intérêts de leurs avances du jour où il les ont effectuées. Le tuteur pourra donc inscrire dans son compte de tutelle le montant du capital par lui

(1) Op. cit., p. 506.

avancé, avec les intérêts légaux, comptés à partir de l'avance (1).

2° Le mineur, pour assurer le paiement du reliquat qui lui est dû, bénéficie d'une hypothèque légale sur les biens de son tuteur (article 2121). Le tuteur, lui, n'a pas d'hypothèque : c'est un créancier simplement chirographaire.

Ajoutons que la loi du 6 avril 1910 a soumis la reddition des comptes de l'administration légale aux mêmes règles spéciales que la reddition des comptes de tutelle.

Jusqu'en 1910, les comptes de l'administration légale étaient considérés comme soumis à l'application pure et simple du droit commun (2). Aujourd'hui compte de tutelle et compte d'administration légale doivent être assimilés.

On peut certainement rapprocher le compte de tutelle du compte-courant et relever des analogies entre l'un et l'autre.

Dans un rapport fait à la Cour de Cassation, en 1874, dans une espèce que nous analyserons, M. le conseiller Rau s'exprimait ainsi : (1) « Le tuteur est comptable de sa gestion lorsqu'elle finit. Ce n'est que lorsque la tutelle a pris fin dans la personne du mineur, que le compte définitif peut être rendu, et

(1) Req. 26 octobre 1910. SIREY 1912-1-327, note de M. Loubers.

(2) Req. 30 janv. 1866 D. 66-1-172 et SIREY, 66-1-204.

(1) SIREY, 1876-1-26.

c'est avec le mineur lui-même devenu majeur ou ses héritiers, et en cas d'émancipation avec le mineur émancipé, assisté de son curateur, que le compte doit être débattu et définitivement arrêté. Cette règle est tellement absolue que, lorsque le mineur a été successivement pourvu de plusieurs tuteurs, ce dernier est tenu de comprendre dans le compte final de la tutelle les comptes des précédents tuteurs, et que l'ancien pupille ou ses représentants sont autorisés à débattre ces comptes tout aussi bien que celui de la gestion du dernier tuteur.

« Ces principes conduisent, par une conséquence logique, à reconnaître que la situation du tuteur et de l'ancien pupille, comme créancier ou débiteur l'un de l'autre, ne s'établit que par le compte final, et que le tuteur ne peut tant qu'il demeure chargé de la tutelle se dire créancier définitif des sommes dont il se trouverait, par suite d'actes de gestion, en avance à un moment donné, vis-à-vis du pupille. « La tutelle crée entre le tuteur et le pupille une situation légale analogue à celle qui résulte d'une convention de compte-courant », et l'on sait qu'il n'y a que la balance définitive, établie par la clôture du compte, qui constitue une des parties créancière ou débitrice de l'autre ; jusque là il n'y a que des balances ou arrêtés de compte provisoires ».

En matière de tutelle, la question du caractère indivisible des éléments du compte s'est principalement présentée dans l'hypothèse de la cession en gage,

avant la clôture du compte de tutelle, d'une créance du tuteur contre son pupille ou du pupille contre son tuteur.

Certaines Cours ont rendu des décisions qui cadrent avec la conception du compte-courant. Mais deux arrêts de la Cour de Cassation, l'un du 9 décembre 1874, l'autre du 27 janvier 1908 s'opposent assez nettement au point de vue qui nous intéresse.

Il est vrai que, dans l'espèce de 1874, il s'agissait de la cession d'une créance du tuteur contre son pupille, tandis que dans l'espèce de 1908, il s'agissait de la cession d'une créance du pupille contre son tuteur. Et cette différence, négligeable à certains égards au point de vue théorique, avait, au contraire, de l'importance en pratique, ainsi que nous le verrons.

Arrêt de 1874.

Au moment où la Cour de Cassation rendit cet arrêt, quel était l'état de la jurisprudence antérieure ?

La Cour de Lyon, le 8 juillet 1874, avait admis que les avances faites par le tuteur pour le mineur n'étaient qu'un des éléments du compte de tutelle, la cession qu'en fait le tuteur si elle n'est pas nulle de plein droit, est du moins subordonnée au résultat de ce compte, alors même que les avances ont été déclaré régulières par un jugement définitif (1).

(1) SIREY, 1874-2-194.

Déjà la Cour de Rouen, le 14 juin 1870 avait statuée dans le même sens (1).

Cette décision peut être invoquée à l'appui de la conception qui assimile le compte de tutelle au compte courant. Si, en effet, le compte de tutelle est indivisible, si chacun de ses éléments perd son individualité et ne forme plus qu'une fraction, inséparable des autres fractions, d'un compte dont toutes les parties servent à constituer le solde, lequel pourra seul être exigé lors de la clôture, qu'en résulte-t-il ? C'est que le tuteur ne peut se dire créancier définitif des sommes que le compte fait, à un moment donné, ressortir à son crédit. Par suite le tuteur ne peut céder définitivement et irrévocablement ces sommes à un tiers.

Dans la conception inverse, écartant toute idée de compte-courant en matière de tutelle, le tuteur qui, par suite d'actes de gestion, serait devenu créancier du pupille, pourrait, au cours de sa tutelle, faire reconnaître judiciairement l'existence de sa créance, et la céder à un tiers d'une manière si définitive que le mineur resterait engagé envers le cessionnaire dans le cas même où il serait constitué, par le compte de tutelle, créancier du tuteur. Cette considération tendrait à faire repousser la conception dont il s'agit et à faire admettre celle du compte-courant. Car si le mineur reste engagé quelque soit l'aspect du solde du compte de tutelle, on voit les dangers manifestes auxquels

(1) SIREY, 1871-2-132.

peuvent se trouver exposées les fortunes des pupilles.

Mais les principes permettent-ils d'assimiler le compte de tutelle au compte-courant ? C'est une autre question.

Le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour de Lyon invoquait une fausse application des articles 469 et 2135 c. civ., et, par suite, une violation de l'article 1295 en ce que, sous le prétexte qu'une créance d'une tutrice contre ses pupilles était l'un des éléments essentiels du compte de tutelle, et que la tutrice ne pouvait, en cédant cette créance, diminuer les sûretés que les mineurs tiennent de la loi, l'arrêt attaqué avait décidé que les pupilles pouvaient opposer aux tiers cessionnaires de cette créance la compensation du chef de toutes les créances qui résulteraient pour les pupilles du compte de tutelle, à quelque époque que ces créances fussent nées et liquidées.

M. le conseiller Rau présenta un remarquable rapport où il établit, dans un passage que nous avons déjà cité, l'analogie existant entre la situation légale créée par la tutelle entre le tuteur et le pupille et la situation qui résulte d'une convention de compte-courant. Il n'y a que la balance définitive, affirmait le savant magistrat, qui, après la clôture du compte, constitue l'une des parties créancière ou débitrice de l'autre ; jusque là il n'y a que des balances ou arrêtés de comptes provisoires.

« Or, continuait M. Rau, si le tuteur ne peut se dire créancier définitif de sommes dont il se trouve-

rait à un moment donné de la tutelle, à découvert vis-à-vis du mineur, il ne peut évidemment pas céder ces sommes à un tiers, avec un effet définitif et irrévocable : *nemo juris ad alium transferre potest quam ipse habet*. L'efficacité de la cession sera subordonnée à la condition légalement sous-entendue que le tuteur se trouvera encore créancier du pupille lors de la cessation de ses fonctions ».

Il n'en serait autrement, ajoutait le rapporteur, que s'il s'agissait de créances complètement indépendantes de la tutelle, telles, par exemple, que la dot d'une femme mariée qui, après la mort de son mari, est restée tutrice de ses enfants mineurs, ou encore la créance qu'un tiers avait contre le pupille, et qui serait échue au tuteur dans la succession du créancier. Rien ne s'opposerait alors à ce que de pareilles créances fussent, au cours de la tutelle, cédées par le tuteur d'une manière définitive. Le mineur ne pourrait en pareil cas refuser le paiement des sommes cédées, sous le prétexte qu'il serait déjà ou qu'il pourrait devenir créancier de son tuteur pour des sommes plus fortes. Cette prétention du mineur n'irait à rien moins qu'à s'attribuer un privilège ou un gage avec droit de suite sur les biens meubles de son tuteur (arrêt de la Chambre Civile du 29 août 1820).

Dans l'espèce, il s'agissait bien d'une créance découlant d'un acte de gestion de la tutelle. Le pourvoi le contestait en prétendant que la créance avait pour cause non la gestion tutélaire, mais des actes faits par

la tutrice comme co-propriétaire d'immeubles indivis entre elle et ses filles; mais cette distinction était spéciale et sans valeur. La gestion du tuteur a pour objet le patrimoine tout entier des pupilles. Que les biens des mineurs leur appartiennent en totalité, ou qu'ils soient indivis entre eux et le tuteur, cela est indifférent quant à la qualité en laquelle le tuteur est appelé à la gérer. Cette qualité est légalement et nécessairement celle du tuteur, disait M. Rau, et il ne saurait dépendre de lui, quand il s'agit de biens indivis entre lui et ses pupilles, de se dépouiller de sa qualité de tuteur et de prendre, en ce qui concerne les parts appartenant à ces derniers, la qualité de co-propriétaire administrant de fait la chose commune.

L'arrêt attaqué avait donc justement déclaré appartenir aux éléments du compte de tutelle les sommes dues à la tutrice pour travaux exécutés dans les immeubles indivis entre elle et ses filles, et pour achat du matériel servant à leur exploitation. Et c'est aussi avec raison, suivant le rapporteur, que la Cour de Lyon avait subordonné l'efficacité de la cession dont il s'agissait à la condition que la tutrice se trouverait encore créancière de ses pupilles lors de la clôture du compte de tutelle.

Cette manière de voir fut acceptée par la Cour de Cassation, dans son arrêt du 9 décembre 1874 :

« Attendu qu'aux termes des articles 469, 471 et 480 c. civ. le compte de tutelle ne peut être rendu que lorsque la tutelle a pris fin dans la personne du mineur...

que le tuteur, ne devenant pas créancier **définitif** des sommes dont il se trouverait en avance, au cours de la tutelle, par suite d'actes de gestion relatifs aux biens ou affaires du mineur, ne peut céder **définitivement** ces sommes à des tiers en propriété ou en garantie ;... que l'effet de pareilles cessions demeure subordonné à la condition **légal**e et **nécessaire** qu'il ressortira du compte de tutelle un reliquat actif suffisant au profit du tuteur ;... attendu que l'article 2135 conduit, sous un autre rapport et par des raisons différentes, à la même conclusion ;... qu'en faisant remonter l'hypothèque légale du mineur au jour de l'acceptation de la tutelle, le législateur a voulu que le mineur trouvât dans cette hypothèque une garantie aussi complète que possible pour le paiement du **reliquat** de son compte de tutelle, et qu'il ne saurait dépendre du tuteur d'anéantir ou de diminuer cette garantie par des actes concertés entre lui et des tiers ;... que ce résultat se produirait cependant si des cessions de la nature de celles dont il s'agit dans la cause pouvaient, dans le cas même où le tuteur serait par le compte de tutelle, constitué débiteur envers son ancien pupille, donner aux cessionnaires le droit ou de demander une collocation en sous-ordre sur celle attribuée au mineur en vertu de son hypothèque légale, ou de réclamer la préférence sur celui-ci, s'ils avaient de leur propre chef une hypothèque postérieure en rang sur les mêmes immeubles... » (1).

(1) SIREY, 1876-1-26.

Ainsi donc, bien que la Cour de Cassation, dans son arrêt de 1874, ne fasse pas formellement appel à la notion du compte-courant, et qu'elle s'abstienne de toute énoncé théorique à ce sujet, elle attribue néanmoins au compte de tutelle un caractère indivisible, en ce sens que c'est l'existence d'un reliquat actif suffisant au profit du tuteur qui devra valider la cession d'une créance de ce tuteur contre son pupille. La Cour de Cassation a été visiblement inquiétée par les périls qui menaceraient les fortunes des mineurs, si les cessions dont il s'agit pouvaient être définitives et irrévocables, de telle sorte que les mineurs demeuraient engagés envers les cessionnaires alors même qu'ils seraient constitués, par le compte de tutelle, créanciers de leurs tuteurs.

Arrêt de 1908

La difficulté tranchée par la Cour de Cassation, dans cet arrêt s'était produite dans les circonstances suivantes :

M. Durœulx était décédé, laissant pour héritière une fille mineure, et sa veuve comme commune en biens et usufruitière de la moitié des biens composant sa succession. Cette succession et cette communauté furent liquidées. Les attributions de M^{lle} Durœulx s'élevèrent à 48.333 francs en pleine propriété et à pareille somme en usufruit. Parmi les attributions en pleine propriété figurait, outre des immeubles et des valeurs

de bourse, une somme en espèce de 12.649 francs « à prendre sur le reliquat plus élevé dont Madame Veuve Durœulx était redevable, comme ayant géré les biens de communauté et la succession depuis le décès de son mari ». Ayant atteint sa majorité, Melle Durœulx cautionna une dette de sa mère envers MM. Guillier frères : et pour assurer le fonctionnement de cette garantie personnelle, elle donna en nantissement à MM. Guillier frères la créance de 12.649 francs sur sa mère, garantie par son hypothèque légale dans l'effet de laquelle MM. Guillier furent subrogés. L'inscription fut prise au profit de Melle Durœulx en vertu d'un état liquidatif pour sûreté de la somme de 12.649 francs. MM. Guillier firent mentionner leur subrogation en marge de cette inscription. D'autre part Madame Durœulx avait pris une autre inscription d'hypothèque légale « pour sûreté de la gestion que Madame Durœulx avait eue des biens de sa famille, et du paiement des sommes et créances dont elle se trouvait reliquataire lors de la reddition du compte de tutelle, le tout actuellement indéterminé et non susceptible d'évaluation ».

Madame Durœulx rendit son compte de tutelle présentant au profit de sa fille un reliquat de plus de 40.000 francs, reliquat dans lequel figurait notamment la créance de 12.649 francs résultant de l'acte liquidatif de la succession de Monsieur Durœulx.

Melle Durœulx se maria et consentit à un certain M. Lambert, par acte authentique, en garantie d'un prêt de 25.000 francs, un nantissement sur la créance

résultant à son profit du compte de tutelle, avec subrogation dans son hypothèque légale.

Un ordre ayant été ouvert sur le prix des immeubles de Madame Durceulx, tombée en faillite, et aucune connaissance n'ayant d'ailleurs été donnée à M. Lambert du nantissement concédé à MM. Guillier frères, ces derniers furent colloqués avant M. Lambert.

D'où le litige assez compliqué que nous ne suivrons ni en première instance, ni en appel, cherchant seulement à dégager les solutions admises par la Cour de Cassation.

La question était la suivante :

La créance dont il s'agit avait-elle pu, avant toute reddition du compte de tutelle, être donnée en gage par la pupille, après sa majorité ; et ce nantissement devenu définitif par l'accomplissement de la condition à laquelle il était subordonné, à savoir qu'il ressortirait de ce compte un reliquat actif suffisant au profit du mineur, devait-il produire effet à partir du jour où il avait été valablement consenti ?

Un créancier gagiste postérieur, auquel avait été remise une expédition du compte de tutelle, pouvait-il, dans l'ordre ouvert sur les immeubles de la tutrice, critiquer le premier nantissement sous prétexte que la remise au bénéficiaire de ce nantissement d'un extrait de l'état liquidatif ne constituerait pas la formalité de mise en possession exigée par l'article 2076 c. civ. ?

Pour qu'un nantissement soit valable, il faut que le

gage ait été mis et soit resté en possession du créancier gagiste. Lorsque le gage porte sur un droit de créance, le nantissement n'a d'effet, d'après la jurisprudence, qu'autant que le titre de cette créance est remis et demeure entre les mains du créancier gagiste. Dans l'espèce, le demandeur au pourvoi prétendait que le compte de tutelle est le seul titre de la créance du mineur garantie par l'hypothèque pupillaire, et que la remise de l'état liquidatif d'une succession, constatant l'existence d'une créance au profit du mineur contre son tuteur, ne pouvait le suppléer pour la validité de nantissement. L'hypothèque légale du mineur, disait le pourvoi, garantit, à une date unique, une créance également unique, qui comprend ce dont le tuteur est comptable à la fin de sa gestion. Et si l'unique créance garantie par l'hypothèque pupillaire est, en définitive, la créance du reliquat du compte de tutelle, c'est ce compte qui forme le titre écrit dont la création est nécessaire pour rendre possible le nantissement de cette créance ; dès lors, la créance pupillaire ne peut faire l'objet d'un nantissement valable, si le créancier gagiste n'a pas été mis en possession du compte de tutelle. Tant que ce compte n'avait pas été rendu, il n'existait pas de titre de la créance pupillaire, et, par suite, cette créance ne pouvait pas être valablement donnée en nantissement.

Toute cette argumentation du pourvoi était inspirée par l'assimilation du compte de tutelle et du compte-courant. Si cette assimilation est juridiquement pos-

sible, si le compte de tutelle produit des effets juridiquement identiques à ceux du compte-courant, il faut en conclure que les diverses créances acquises au pupille par le fait des valeurs encaissées en son nom ont perdu leur individualité et se sont muées en simples articles du crédit. Dès lors le titre qui constatait ces créances s'efface devant le titre global de la reddition du compte de tutelle, et la remise de ce titre primitif, faite par le créancier, devenu majeur, en garantie d'un emprunt qu'il contracte, ne réalise pas la condition à laquelle l'article 2076 subordonne la validité du gage.

Au contraire, si le compte de tutelle ne doit pas être assimilé au compte-courant, la créance que le mineur acquiert chaque fois que le tuteur encaisse une somme pour lui, conserve son individualité ; si un titre a été dressé pour constater cette créance, il reste distinct du compte de tutelle ; la créance acquise par le mineur contre son tuteur, quand celui-ci encaisse une somme pour le mineur, sera immédiatement éteinte jusqu'à due concurrence, lorsque, à son tour, le tuteur deviendra créancier du mineur du chef des dépenses qu'il aura faites pour lui, ou lorsqu'il aura fait emploi des sommes encaissées, en titres nominatifs ou en biens déterminés au nom du mineur. Par suite, le titre de la ce jour là même et disparaîtra définitivement, bien que, pour d'autres causes, le mineur devienne ultérieurement créancier de son tuteur ; en effet une

créance éteinte ne revit pas parce qu'une créance nouvelle vient à naître.

Dans l'espèce analysée plus haut, pour savoir si l'acte liquidatif de la succession que la débitrice avait recueillie au cours de sa minorité constituait, au moment où elle l'avait remis en gage, un titre de créance contre son ex-tutrice, il convenait de rechercher si la créance résultant de cet état liquidatif n'avait pas été compensé pendant la tutelle. Il ne suffisait pas comme l'a bien dit M. Naquet (1), d'établir que le compte de tutelle constituait la tutrice redevable d'une somme équivalente ou plus forte, car la créance du pupille s'évanouit et annule le titre qui en formait l'instrumentum soit par l'emploi qui aurait été fait des valeurs reçues, soit par la naissance d'une dette équivalente à la charge du mineur.

Mais prendre partie sur cette question de compensation, c'était prendre aussi partie sur le point de savoir si le compte de tutelle doit être juridiquement assimilé au compte-courant.

La Chambre civile de la Cour de Cassation a répondu implicitement à ces questions en donnant, dans l'espèce rapportée, les solutions suivantes :

1° Les sommes dont une mère tutrice de sa fille mineure est, dans la liquidation de la succession du père de la pupille, reconnue débitrice envers celle-ci,

(1) Note sous l'arrêt de la Chambre civile du 27 janv. 1908. SIREY, 1910-1-537.

constituent une créance qui a, dès l'origine, un caractère propre de créance pupillaire et une existence distincte. — Et l'acte instrumentaire qui la constate est l'acte liquidatif lui-même.

2° Par suite, cette créance a pu, avant toute reddition du compte de tutelle, être donnée en gage par la pupille, après sa majorité ; ce nantissement devenu définitif par la réalisation de la condition à laquelle il était subordonné, c'est-à-dire par le fait que le compte faisait ressortir un reliquat actif suffisant au profit du mineur, doit produire effet à partir du jour où il a été valablement consenti.

3° Un créancier gagiste postérieur, auquel a été remis une expédition du compte de tutelle, ne saurait donc, dans l'ordre ouvert sur les immeubles du tuteur, critiquer le premier nantissement, sous prétexte que la remise au bénéficiaire de ce nantissement d'un extrait de l'état liquidatif ne constituerait pas la formalité de mise en possession exigée par l'article 2076.

Ces solutions sont absolument contraires à la conception de l'assimilation du compte de tutelle au compte-courant, d'après laquelle le compte de tutelle serait indivisible. Dans cette manière de voir, le pupille n'aurait qu'une créance unique : celle du reliquat du compte de tutelle. Et c'est ce seul compte qui formerait le titre écrit dont la remise au créancier gagiste est nécessaire pour la validité du nantissement de cette créance.

De l'analyse à laquelle nous venons de nous livrer,

il ressort que la Cour de Cassation n'a pas d'idées bien fermes en ce qui concerne le caractère — indivisible ou non — du compte de tutelle. Dans l'espèce de 1874, elle se prononce en faveur de l'indivisibilité ; au contraire, dans l'espèce de 1908, elle rejette cette conception.

Si l'on veut apprécier sainement cette jurisprudence, il faut distinguer, dans la matière du compte de tutelle, deux points de vue nettement distincts :

1° Celui des textes et des principes actuels du droit ;
2° celui de l'équité, des nécessités pratiques, en un mot du problème posé en législation.

Plaçons-nous d'abord au point de vue de la législation positive.

Il n'est pas possible de nier qu'il y a en matière de tutelle, un compte ouvert comme en matière de compte-courant, et que les diverses valeurs remises au profit du pupille doivent être portées au débit du compte, tandis que les dépenses faites dans son intérêt doivent porter au crédit.

Mais cette analogie ne suffit pas à faire admettre l'assimilation juridique du compte de tutelle au compte-courant. Il s'agit donc de savoir si ces deux comptes ont des caractères essentiellement distincts.

Pour repousser l'assimilation il ne suffit pas de dire que le compte-courant résulte d'un contrat, tandis que la tutelle résulte de la loi. On pourrait répondre que le législateur a attaché au compte de tutelle le caractère d'un compte-courant. Mais cette réponse

elle-même serait insuffisante, car la nature conventionnelle du compte-courant entraîne des conséquences qui ne peuvent se produire en matière de tutelle.

D'abord, nous l'avons vu, le compte-courant a un effet novatoire, d'après lequel les remises faites par chacun des correspondants, une fois entrées en compte, perdent leur caractère primitif et ne constituent plus désormais que des articles de débit et de crédit. Le compte-courant étant le titre des parties, les créances qui y sont portées se trouvent novées. Si cette novation se produit, c'est que telle est l'intention des parties, et la preuve en est que ces dernières peuvent convenir que telle créance spéciale, bien qu'inscrite dans le compte, continuera à subsister avec ses garanties.

Or, la novation suppose essentiellement l'*animus novandi* ; elle exige aussi chez le créancier la capacité de *nover*. Mais cette capacité manque chez le mineur. Et, dès lors, la novation ne se réalisant pas, chaque créance acquise par le mineur, lorsque le tuteur encaisse une somme pour lui, conserve son individualité.

A cette solution on a objecté l'article 469, aux termes duquel tout tuteur est comptable de sa gestion quand elle finit, et l'article 2135 d'après lequel l'hypothèque légale des mineurs existe, indépendamment de toute inscription, du jour de l'acceptation de la tutelle. On a voulu interpréter ces dispositions en ce sens qu'elles imposeraient la novation des créances acquises par le

mineur. Mais, loin d'avoir cette portée, elles sont tout à fait étrangères à la difficulté que nous examinons. On a cherché aussi à faire état de l'article 2153, d'après lequel l'inscription de l'hypothèque du mineur n'a pas besoin d'indiquer le montant des valeurs que garantit l'hypothèque. Mais il serait purement arbitraire de considérer cette disposition comme consacrant l'assimilation du compte de tutelle au compte-courant; ce texte s'explique uniquement par la théorie générale de la loi française sur les hypothèques légales, qui a laissé ces hypothèques en dehors du régime de publicité.

Le compte de tutelle n'a donc pas d'effet novatoire et ne présente pas un caractère indivisible.

C'est encore par une interprétation de la volonté des parties qu'on admet, au cas de compte-courant, que les remises produisent de plein droit, des intérêts au profit de l'envoyeur. Or, une solution toute différente est établie par la loi en matière de tutelle. Les intérêts ne courent, vis-à-vis du tuteur, à l'égard des sommes qu'il a encaissées pour le compte du pupille, que du jour de la clôture du compte de tutelle; d'autre part, les intérêts ne courent contre le mineur, pour les sommes qu'il peut devoir à son tuteur, que du jour de la sommation de payer qui aura suivi la clôture du compte.

Autre différence importante. Le contrat de compte-courant donne au récepteur la propriété de tout ce qu'il reçoit du chef de l'envoyeur, espèces, marchan-

disés, effets de commerce (1). Or, il est certain que le tuteur n'acquiert pas la propriété de ce qu'il reçoit au cours de la tutelle. Sans doute il devient propriétaire des espèces reçues, en raison de la nature fongible de l'argent, mais cette propriété n'est que provisoire en quelque sorte, puisqu'il a l'obligation, dans le délai de trois mois, de faire emploi des capitaux appartenant au mineur ou qui lui adviendraient par succession ou autrement ; cet emploi est effectué en principes en titres nominatifs au nom du mineur (loi du 27 février 1880, article 5 et 6). S'il s'agit de choses non fongibles, le tuteur n'acquiert même pas cette sorte de propriété provisoire.

Enfin, dans tout compte-courant, il y a une prorogation conventionnelle de compensation. Les articles de crédit et de débit ne peuvent pas être compensés tant que le compte court, et c'est seulement à sa clôture qu'une compensation globale s'opère. Peut-on admettre une prorogation semblable en matière de tutelle ? Cela semble bien impossible dit M. Naquet (2), car ce n'est que par une convention expresse ou tacite, entre parties capables, que les règles de la compensation légale peuvent être momentanément écartées ; or, le mineur n'est pas capable de consentir à une convention de ce genre.

De ce qui précède, il résulte que, d'une part, la loi

(1) Cassation 26 juillet 1865. SIREY, 65-1-408 et la note.

(2) NAQUET note au SIREY, 1910-1-537.

n'a pas attaché au compte de tutelle les caractères d'un compte-courant, et, que, d'autre part, une convention de compte-courant, c'est-à-dire une convention ayant pour objet une prorogation conventionnelle de compensation n'est pas possible entre un pupille et son tuteur.

Examinons maintenant les choses sous un autre aspect.

En équité et en législation, il est certain que l'assimilation du compte de tutelle en compte-courant présenterait des avantages. Notamment elle écarterait des mineurs les dangers auxquels nous avons vu que leurs fortunes peuvent être exposées, si l'on admet que le tuteur, devenu créancier du pupille au cours de la tutelle, peut céder sa créance d'une manière définitive; alors le mineur demeure engagé envers le cessionnaire dans le cas même où le compte de tutelle le constituerait créancier du tuteur. Résultat si singulier et si grave, en vérité, qu'il condamne la thèse qui les fait naître.

Le danger signalé se présente manifestement si la cession a lieu en pleine propriété. Mais il existe aussi si la cession a lieu en garantie de frais consentis au tuteur. En 1874, M. le conseiller Rau avait attiré l'attention de la Cour de Cassation sur ce point : « dans l'espèce, il est vrai, disait-il, les cessions passées par la dame Kuhné (tutrice), ont eu lieu, non point à titre de propriété, mais en garantie seulement de prêts qu'on consentait à lui faire et les cessionnaires n'ont

jamais songé à poursuivre les demoiselles Kuhné (pupilles) en paiement des sommes cédées sur elles. L'avantage qu'ils prétendaient tirer de leurs cessions consistait en ceci : « vous demandez, disaient-ils, aux demoiselles Kuhné, collocation au premier rang, pour le reliquat de votre compte de tutelle, sur le prix d'immeubles vendus sur votre mère mais vous êtes nos débitrices de la somme que votre mère nous a cédée en garantie de nos créances; vous ne pouvez donc contester notre collocation au premier rang jusqu'à concurrence de cette somme ». Mais le résultat du maintien des cessions sous ce rapport, et avec cet effet, ne serait-il pas aussi désastreux pour les demoiselles Kuhné que si, après avoir été colloquées au premier rang pour le reliquat de leur compte de tutelle, elles pouvaient être poursuivies par les cessionnaires en paiement de la somme cédée ? ».

Ces observations étaient très judicieuses. Elles faisaient lumineusement ressortir les inconvénients de toute cession, avant la clôture du compte de tutelle, d'une créance du tuteur contre son pupille.

S'il s'agit de la cession d'une créance du pupille contre son tuteur, on ne voit plus se présenter d'inconvénients du même ordre. Là nécessité de la protection de la fortune des mineurs, voulue par le législateur, n'est plus en jeu. C'est ce qui explique que la Cour de Cassation, dans son arrêt de 1908, ait écarté l'idée de l'indivisibilité du compte de tutelle, tandis que, au contraire, elle l'a accepté dans sa décision de 1874.

Elle a été, en réalité, beaucoup moins inspirée par des idées théoriques que par des considérations d'ordre pratique.

CHAPITRE SEPTIEME

LE COMPTE EN MATIERE DE CONTRAT OU UN SALAIRE EST PAYE PAR LA VOIE DE PRELEVEMENT

La question du compte s'est présentée, en cette matière, relativement aux conditions de la saisie-arrêt.

Pour qu'une saisie-arrêt soit possible et valable il faut que le tiers saisi soit débiteur du saisi et détienne des valeurs lui appartenant.

Or, supposons qu'un mandataire ou un salarié prélève lui-même, périodiquement, sur les recettes qu'il perçoit pour le mandant ou le patron, la somme représentant ses salaires, remises ou commissions. Ce mode de règlement implique-il l'existence d'un compte-courant ?

Si l'on admettait, ici, l'idée de compte indivisible dérivée d'un compte-courant, avec toutes ses conséquences, il serait alors logique de décider que les saisies faites par les créanciers sur les salaires, remises ou commissions, entre les mains du patron ou du mandant, doivent être repoussées. Car entre le mandant et son mandataire, entre le patron et son salarié, il n'y aurait ni débiteur, ni créateur jusqu'à la fermeture du compte.

Cette manière de voir a été rejetée par la jurisprudence qui a trouvé régulières les saisies pratiquées dans les conditions indiquées et les a validées en invoquant l'article 1290 c. civ. sur la compensation (1).

Une Compagnie d'Assurance concluait à l'irrégularité d'une saisie-arrêt pratiquée entre ses mains sur les commissions touchées par le directeur d'une de ses agences. Elle prétendait n'être pas débitrice et ne rien détenir pour le compte de ce directeur d'agence, parce que celui-ci se payait, par prélèvement, des sommes à lui dues, pour salaires, remises ou commissions. En d'autres termes, la Compagnie arguait de la prétendue existence d'un compte-courant entre elle et son mandataire. Grâce à cette situation il n'y aurait eu, entre elle et l'agent, ni débiteur ni créancier jusqu'à la clôture du compte, et la Compagnie eut ainsi échappé à la saisie.

La question était ainsi nettement posée de savoir s'il convenait de considérer les relations de la Compagnie et du directeur d'agence comme constitutives d'un compte indivisible dans lequel chaque créance aurait perdu son individualité pour devenir un simple article de crédit ou de débit, concourant à la formation d'un solde, qui seul aurait pu être exigé à la clôture.

(1) Civ. rej. 22 février 1909. SIREY, 1910-441, note TISSIER; DALLOZ, 1911-1-297, note CEZAR BRU; SIREY, 1900-2-233, note TISSIER. Le Droit 22 juillet 1900, DALLOZ, 1904-1-139.

A cette question, les tribunaux ont répondu par la négative.

Le Tribunal civil de Lyon a rendu, le 17 février 1897, un jugement ainsi conçu : (1)

« Attendu qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter au moyen tiré de l'existence d'un **compte-courant** entre le saisi et le tiers saisi ; que la comptabilité tenue par Badet de ses opérations, pour le compte de la Compagnie La Foncière, ne revêt pas le caractère d'un compte-courant parce qu'il y est fait mention des commissions qui lui sont dues ; que ce n'est, en réalité, qu'un compte de mandataire, dans lequel figure en déduction le salaire promis ;

« Sur l'existence de la dette : attendu que la dette est indéniable ; qu'il est bien certain que Badet, agent de la Compagnie La Foncière, reçoit d'elle sous forme de remise ou de commission, un salaire relativement élevé ; qu'au fur et à mesure de ses encaissements il devient créancier de la Compagnie qu'il représente de partie de sommes encaissées ; qu'il est aujourd'hui incontesté qu'une saisie-arrêt peut porter sur des ressources futures du saisi, même sur des créances incertaines quant à leur chiffre, pourvu que le principe de ces créances soit certain et préexistant.

« Sur le mode de paiement : attendu que, s'il a plu à la Compagnie La Foncière et à Badet, pour simplifier les opérations et les écritures, de stipuler que

(1) DALLOZ, 1911-1-298, note A.

les commissions seraient payées par prélèvement, cette convention ne saurait nuire aux droits que le saisissant tient de la loi; qu'en définitive, au moment des encaissements, Badet perçoit les sommes encaissées comme mandataire de la Compagnie défenderesse; que ces sommes appartiennent au mandant; que si elles passent ensuite aux mains de Badet, la Compagnie La Foncière n'en a pas moins été détentrice, par son mandataire, des deniers revenant ou devant revenir au saisi; qu'elle est toujours, à un moment de droit, le débiteur, vis-à-vis de Badet, des sommes en question; que cette dette peut donc faire l'objet d'une saisie-arrêt; que, s'il en était autrement, il suffirait à tout préposé chargé d'encaisser pour autrui de stipuler, ce qui ne saurait nuire au commettant, qu'il prélèvera son salaire sur les sommes par lui touchées pour rendre les sommes insaisissables, résultat manifestement contraire au texte et à l'esprit de la loi ».

La Compagnie La Foncière ayant interjeté appel, la Cour de Lyon, le 27 juillet 1898, confirme la décision des premiers juges.

« Considérant, dit-elle, que les premiers juges ont avec raison déclaré que, quel que soit le mode de règlement adopté par la Compagnie d'Assurance La Foncière, vis-à-vis de Badet, son agent général, il était impossible d'admettre que celui-ci pût échapper aux conséquences d'une saisie-arrêt régulière faite entre les mains de cette Compagnie; que, sur ce point, la

Cour adopte les motifs des premiers juges ; qu'elle les adopte également en ce qui concerne le moyen de défense invoqué par La Foncière consistant à soutenir qu'elle est en **compte-courant** avec son agent général Badet » (1).

C'est une question juridiquement semblable qui se pose à propos des rapports d'un loueur de voitures avec les cochers conduisant ses voitures munies d'un taximètre. Pour repousser une saisie-arrêt pratiquée entre ses mains sur les salaires des cochers, la Compagnie générale des voitures à taximètre prétendait qu'elle n'était pas débitrice de ses cochers. Ceux-ci encaissent la recette, et, en comptant cette recette à la Compagnie, ils en retiennent pour eux une fraction (20 pour 100 dans l'espèce.) Dans ces conditions, disait la Compagnie, on est en présence, non pas d'un louage de service, mais d'un contrat d'association en participation ; la compagnie apporte la voiture, le cocher apporte le travail et son habileté ; on partage les bénéfices ; le cocher n'est donc ni un ouvrier ni un employé ; il ne reçoit ni un salaire ni un traitement ; la loi du 12 janvier 1895 ne lui est par suite pas applicable.

En outre — et c'était, de la part de la compagnie un second chef d'argumentation qui, celui-là, intéresse directement notre sujet — alors même que le cocher serait un ouvrier, il y aurait impossibilité matérielle et juridique d'appliquer la loi de 1895. En effet, une

(1) DALLOZ, 1911-1-298, note A.

saisie-arrêt n'est valable et possible que si le tiers-saisi est débiteur du saisi et détient des valeurs lui appartenant; or, dans l'espèce, la Compagnie n'était pas débitrice de ses cochers; elle ne leur devait jamais rien, puisqu'ils prélevaient eux-même 20 pour 100 sur la recette; ce prélèvement aboutissait, en tout cas, à cette situation de fait que la Compagnie ne détenait jamais un centime dû à ses cochers. Si elle ne devait rien et si elle ne détenait rien, il s'en suivait qu'elle n'avait nullement la qualité de tiers-saisi et que, particulièrement, elle n'était pas tenue par la loi de 1895 de retenir le dixième saisissable.

Cette double argumentation de la Compagnie a été rejetée par la Cour de Cassation (Chambre civile) dont l'arrêt du 22 février 1909 a posé les principes suivants:

Le contrat qui lie un loueur de voitures et les cochers conduisant des voitures munies d'un taximètre, est un louage de services, et non une association en participation. Par suite la loi du 12 janvier 1895, relative aux saisies-arrêts des salaires et petits traitements, est applicable dans les rapports entre le loueur de voitures et ses cochers.

Sur cette première idée nous n'insisterons pas; son développement nous entraînerait hors des limites de notre sujet (1).

(1) On consultera, sur la nature du contrat qui lie une Cie de voitures à ses cochers au taximètre, la note de M. Cézar Bru sous l'arrêt de la Chambre civile du 22 février 1909, au DALLOZ, 1911-1-297.

PLANIOL : Traité de droit civil, tome 2, page 539.

AUBRY et RAU : Cours de droit civil français, tome 5, page 263 et 389.

Mais, en ce qui concerne la seconde partie de l'argumentation, était-il vrai que la saisie-arrêt serait inopérante parce que la Compagnie ne serait pas débitrice du cocher ou parce qu'elle ne détiendrait rien des sommes qu'elle lui devrait, sous ce prétexte que le cocher prélevait lui-même, chaque jour, sur sa recette, la somme représentant son salaire ?

La Cour de Cassation a fait justice de cet ingénieux moyen. Son arrêt s'analyse de la manière suivante :

En vertu d'un mode spécial aux cochers dont la voiture est munie d'un taximètre, le cocher prélève lui-même son salaire sur la recette totale dont il est comptable ; ce mode de paiement a pour objet de simplifier les écritures du loueur de voitures et d'éviter une double manipulation de deniers ; mais elle ne modifie en rien la nature du contrat.

En réalité, par ce procédé, le loueur paye à ses cochers leur salaire par **compensation**, car ils perçoivent pour le compte du loueur, après chaque course, le prix versé par le client, et ils sont, par suite, débiteurs envers le loueur de la totalité de la recette, comme celui-ci est débiteur envers eux du salaire convenu.

Mais cette compensation n'est plus possible dans la mesure du dixième dès que survient une saisie-arrêt. En conséquence, tout en maintenant ce mode de paiement, le loueur doit, pour sauvegarder le droit des créanciers saisissants, n'autoriser, en cas de saisie, le prélèvement par le cocher de son salaire que jusqu'à

concurrence des neuf dixièmes de ce salaire frappés d'indisponibilité.

Cette décision est parfaitement justifiée par la situation de fait et de droit qui existe entre le loueur de voitures et ses cochers au taximètre.

Le cocher encaisse toute la recette pour le compte de la Compagnie; en rentrant au dépôt, il devait verser à la caisse de la Compagnie la totalité de cette recette et la Compagnie devrait le faire figurer pour le tout dans sa comptabilité. Aussitôt après la Compagnie devrait payer au cocher son salaire et faire figurer ce paiement dans sa comptabilité. Mais, puisque le compteur indique la somme totale de la recette, n'est-il pas plus simple que le cocher fasse lui-même le compte de la Compagnie et le sien, qu'il verse à la Compagnie ce qui lui revient et qu'il garde pour lui-même la somme représentant son salaire. Il n'y a plus alors qu'une seule opération matérielle et qu'une unique passation d'écritures.

Le prélèvement ne modifie aucunement la situation juridique. Aux termes du contrat intervenu entre la Compagnie et le cocher, celle-là est chaque jour créancière de celui-ci pour la recette portée au compteur, et elle est aussi chaque jour débitrice du cocher pour 20 pour 100 de cette recette. Etant débitrice, la Compagnie peut être tiers-saisi. Comme les deux dettes sont certaines liquides et exigibles, la compensation s'opère de plein droit; le cocher verse les 80 pour 100 dont il est demeuré le débiteur.

La Compagnie débitrice a été régulièrement et valablement dans la situation d'un tiers-saisi, par l'exploit de saisie-arrêt qui a, du même coup, constitué le cocher débiteur saisi. Mais cette saisie a rendu impossible la compensation (art. 1298) qui fonctionne normalement chaque jour dans les rapports de la Compagnie et du cocher. Il est vrai que la compensation n'est pas impossible pour le tout, puisque la totalité du salaire n'est pas entièrement saisissable, mais elle est impossible dans la mesure où la saisie-arrêt peut atteindre ce salaire. Au moment de verser à la caisse de la Compagnie, le cocher est débiteur de 80 pour 100 de la recette brute, d'une part, et, d'autre part, de un dixième des 20 pour 100 constitutifs de son salaire, car, pour ce dixième, et jusqu'à due concurrence, il n'y a pas eu compensation et le cocher en est resté débiteur, ou plutôt, il y a compensation entre 100 pour 100 et 20 pour 100 moins un dixième de 20 pour 100. Ce dixième, n'étant pas compensé, est dû par le cocher en plus du résultat de la compensation. Par suite, en droit, la Compagnie peut et doit encaisser, et ainsi conserver le dixième-saisissable. Le prélèvement, mode spécial de paiement du salaire, ne peut, dès lors, être un obstacle à la saisie-arrêt (1).

(1) cf. les notes précitées de M. CÉZAR BRU et de M. TISSIER.

CONCLUSION

La jurisprudence a consacré dans une large mesure l'idée du compte indivisible. Elle a décidé en principe que, même en l'absence d'une convention de compte-courant, il convient d'appliquer les règles essentielles de ce compte au règlement des rapports de toutes personnes respectivement créancières et débitrice l'une de l'autre.

L'extension jurisprudentielle de la notion de compte-courant en matière civile a été réalisée, nous l'avons vu, en matière de contrats synallagmatiques, de même qu'en matière de liquidation de succession, de société et de communauté conjugale.

En application de la notion d'indivisibilité du compte, il est également admis que, quand un administrateur de patrimoine d'autrui rend compte de sa gestion, ainsi qu'il en a l'obligation, la balance s'établit entre les créances respectives du gérant et du géré, en dehors des règles ordinaires de la compensation. Le reliquat détermine seul la situation des parties.

Mais il est un cas d'administration de patrimoine d'autrui dans lequel la notion du compte indivisible a rencontré de sérieuses résistances : c'est celui de la tutelle. Nous avons montré que la Cour de Cassation a été très hésitante en cette matière. Ses deux arrêts,

celui de 1874 et celui de 1908, rendus en sens contraire au point de vue de la question théorique considérée, ont été uniquement inspirés par une pensée de protection des intérêts du pupille, et la Cour suprême n'a admis l'indivisibilité du compte de tutelle que dans l'espèce où elle lui a paru pratiquement indispensable à cette protection. L'idée de l'indivisibilité du compte nous a d'ailleurs semblé, en droit positif, inconciliable avec les textes qui gouvernent la reddition du compte de tutelle.

Enfin nous avons noté la limite que la généralisation de l'idée de compte indivisible a trouvé, en jurisprudence même, dans la matière des contrats où le salaire est payé par voie de prélèvement.

Il nous reste à porter un jugement sur la jurisprudence analysée au cours de ce travail.

Il n'est pas douteux que l'idée d'indivisibilité du compte a servi aux tribunaux à justifier des solutions pratiques très heureuses. Cette idée a permis une grande simplification dans le règlement de nombreux rapports juridiques.

Mais que vaut en elle-même cette notion d'indivisibilité ? Et les résultats pratiques obtenus par elle ne peuvent-ils pas s'expliquer plus juridiquement grâce à une autre notion ?

Certains auteurs ont franchement adopté la conception du compte indivisible.

« Les divers éléments d'un compte, dit M. Demo-

lombe (1), ne sauraient être séparés. L'action en reddition de compte procède d'une cause unique, et elle embrasse dans son ensemble indivisible tous les éléments dont il se compose, lesquels doivent se solder par une balance définitive ».

« Si, dit M. Larombière (2) parmi les articles proposés en compte, les uns étaient contestés et que les autres ne le fussent pas, le juge ne pourrait les diviser et porter ceux-ci en compensation en écartant les autres. Un compte constitue, en effet, un calcul d'ensemble, une opération qui ne peut être divisée ni scindée. Il n'y aurait donc point de dette liquide... Il ne faut donc point considérer comme dettes respectivement compensables les divers éléments d'un compte qui, constituant une opération unique, doit, toutes déductions opérées, se terminer par un solde quelconque. La reconnaissance et la liquidité des uns, la dénégation et la contestation des autres, forment un débat de compte qui n'a aucun rapport avec les principes de la compensation ordinaire ».

D'autres auteurs, au contraire, ont rejeté l'extension aux matières civiles de la notion du compte-courant et ont fondé les solutions jurisprudentielles, opportunes en elles-mêmes, sur une conception différente : celle de la rétention des dettes.

Cette notion de rétention se trouve à la base même

(1) Traité des Contrats, tome 5, n° 519.

(2) Obligations, tome 5 sur l'art. 1291, n° 18 et 19.

de l'exception non adimpleti contractus, en vertu de laquelle une personne peut refuser d'exécuter ses engagements aussi longtemps que son cocontractant ne s'est pas acquité des siens.

Tel est le point de vue auquel se sont placés M. Labbé dans une note au Sirey de 1879 et M. René Cassin dans les passages de sa thèse de doctorat qui touchent à la question que nous avons étudiée.

Ce dernier auteur s'exprime de la manière suivante : (1).

« Toute cette jurisprudence qui se fonde sur l'existence d'un compte indivisible entre les parties pour reconnaître ainsi au profit de chacune d'elles le droit absolu d'opposer en compensation avec ses dettes les créances nées du même rapport juridique, est certainement impérieuse. On ne peut méconnaître que le rapprochement fait avec le compte-courant et la qualification de comptes-courants fictifs qu'on a donnée aux tableaux représentatifs des opérations effectuées au cours de certains rapports synallagmatiques, aient réellement servi à trouver des solutions pratiques utiles, à régler équitablement les relations des parties entre elles, et surtout les relations de chaque partie avec les tiers, créanciers de l'autre partie.

(1) RENÉ CASSIN : De l'exception tirée de l'inexécution dans les rapports synallagmatique (exception non adimpleti contractus) et de ses relations avec le droit de rétention, la compensation et la résolution : Thèse, Paris, 1914, page 210.

« Mais, selon l'expression parfaitement exacte de Labbé « c'est substituer des mots trompeurs à la réalité que de parler d'un compte indivisible et d'éléments qui se pénètrent et se confondent au lieu de parler d'obligations distinctes qui s'éteignent réciproquement jusqu'à due concurrence par la vertu d'une compensation » (1). Si, dans les rapports envisagés, il existe un régime spécial de compensation, ce n'est pas à cause de l'existence d'un prétendu compte-courant, mais bien par application du principe que nul ne peut réclamer à autrui l'exécution d'obligations nées d'un rapport synallagmatique s'il n'est prêt à exécuter les siennes simultanément, et que par suite chacun a le droit de retenir ce qu'il doit jusqu'au moment où l'autre effectuera sa prestation corrélative ».

Et M. Cassin apporte à l'appui de cette manière de voir les preuves suivantes :

1° Le compte-courant se caractérise par une indivisibilité telle de ses articles qu'il est impossible de concevoir que la compensation légale du droit commun puisse jouer entre les articles de crédit et de débit à mesure qu'on les inscrit. Ces articles s'additionnent au contraire dans leurs colonnes respectives et les totaux ne se balancent qu'au jour de la clôture du compte. Or, dans les comptes que nous examinons, c'est le contraire qui est la règle. L'existence d'un compte entre le mandant et le mandataire n'empêche

(1) Note au SIREY, 1879-2-145.

nullement la compensation légale de se produire, lorsqu'elle est possible, entre les sommes que le mandataire a touchées au nom de son mandant et dont il est redevable, et celles qu'il a avancées au bénéfice du mandant, ou même d'autres sommes dont il est devenu créancier pour des causes étrangères au mandat. La compensation dite par échelottes dont la Cour de Cassation a légitimé l'emploi au profit du mandataire, n'est pas autre chose qu'une compensation légale effectuée au fur et à mesure des recouvrements. Elle éteint à concurrence de ces recouvrements, d'abord la créance liquide des intérêts des avances faites par le mandataire, puis celle du capital. Le mandataire n'est donc pas tenu de faire le compte d'un seul jet, de manière à ce qu'il n'y ait d'imputations que lors de la clôture et au moyen d'une balance finale (1).

Sans doute les parties peuvent renoncer au droit de se prévaloir de cette compensation par échelotte, en bloquant toutes leurs créances et dettes réciproques dans un compte indivisible, même si celui-ci n'est pas un compte-courant véritable. Mais la Cour de Cassation laisse aux juges du fond le soin d'apprécier dans chaque espèce si, dans les conditions où a été établi le rapport juridique, les dettes réciproques peuvent être envisagées isolément et compensées comme telles, ou

(1) Req. 23 novembre 1858. SIREY, 59-1-597.

Bordeaux, 18 août 1864, SIREY, 55-2-46.

si elles font parties d'un ensemble dont seul le reliquat doit être considéré (1).

2° L'indivisibilité du compte-courant entraîne cette conséquence qu'il n'y a point de dettes ni d'un côté ni de l'autre tant que le compte n'est pas clos et qu'il n'y a qu'un tout compact; il en résulte que la saisie-arrêt faite par les créanciers de l'un des correspondants ne peut frapper utilement que le solde résultant de la balance après clôture du compte, et au cas seulement où ce solde constitue une créance au profit du débiteur saisi. Si donc les prétendus comptes indivisibles imaginés par la jurisprudence étaient de véritables comptes-courants, la même conséquence devrait se produire. Or, nous avons vu que la jurisprudence a écarté l'idée du compte indivisible dans les contrats de mandat ou de travail où le mandataire et l'employé perçoivent leurs salaires par la voie d'un prélèvement qu'ils effectuent eux-mêmes. Les saisies-arêts pratiquées, dans les hypothèses de ce genre, entre les mains du mandant ou du patron, ont été validées par les arrêts.

Pour ces raisons, nous estimons, nous aussi, qu'il y a lieu, pour expliquer les solutions jurisprudentielles analysées précédemment, de substituer à l'idée du compte indivisible celle de la rétention de dettes fongibles et connexes. Cette rétention qui n'est que la mise en œuvre de l'exception non adimpleti contrac-

(1) Req. 22 juin 1864. SIREY, 64-1-331.

Civ. rej. 4 juillet 1894. SIREY, 94-1-413.

tus, s'impose, en équité et en droit, non seulement dans le règlement d'exécution des contrats synallagmatiques, mais aussi, et d'une manière générale, dans le règlement de toutes les relations constituant plusieurs personnes créancières les unes des autres ex eadem causa. Elle peut être invoquée par les copartageants dans une liquidation quelconque ainsi que par les administrateurs du patrimoine d'autrui, sous la réserve cependant des objections spéciales à la reddition du compte de tutelle.

En partant de l'idée de la rétention des dettes foncibles et connexes, dans tout règlement de comptes nous arriverons à des solutions semblables à celles qu'a consacrées la jurisprudence, mais nous donnerons à celle-ci un fondement plus exact et plus juridique.

Vu par le Président de la Thèse,

R. PIÉDELIÈVRE.

VU :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL.

TABLE DES MATIERES

	Pages
INTRODUCTION	1
CHAPITRE PREMIER. — Caractères de la compensation légale	5
CHAPITRE DEUXIÈME. — Caractères de la compensation dans le compte-courant	17
CHAPITRE TROISIÈME. — Raisons pratiques de l'extension au droit civil de la notion de compte indivisible	29
CHAPITRE QUATRIÈME. — Le compte en matière de contrats synallagmatiques	35
CHAPITRE CINQUIÈME. — Le compte en matière de liquidation et de partage	47
CHAPITRE SIXIÈME. — Le compte en matière d'administration du patrimoine d'autrui, et, spécialement en matière de tutelle	61
CHAPITRE SEPTIÈME. — Le compte en matière de contrats où un salaire est payé par voie de prélèvement	87
CONCLUSION	97

Etablissement Typo-Lithographique

- - EDITIONS MODERNES ET DE LUXE - -

: - : Jos. VERMAUT : - :

rue Longue des Pierres, 28, Courtrai

-- 99, Boulevard Raspail, Paris --

Importé de Belgique.

